

Éducation:
la réforme
conservatrice
déçoit les
autochtones

Page A 3



« Votre
inconfort
de 0 à 10? »
ou **Joblo**
à l'hôpital

Page B 10

www.ledevoir.com

LE DEVOIR

VOL. CV N° 79

LE DEVOIR, LE VENDREDI 11 AVRIL 2014

1,13 \$ + TAXES = 1,30 \$

ICI à la tronçonneuse

Radio-Canada/CBC
élimine 657 postes
et coupe 130 millions

STÉPHANE BAILLARGEON

La grande faucheuse de budgets, de postes et de services passe à nouveau chez le diffuseur public. Radio-Canada/CBC a annoncé jeudi qu'il lui faut procéder à des compressions dépassant les 130 millions de dollars et supprimer 657 postes.

À lui seul, le service français (RC) assume la disparition de 312 « emplois en équivalent temps plein » travaillés pour des coupes de 42 millions de dollars. Les suppressions se feront sur deux ans, à compter de la fin du mois. Environ 230 postes disparaîtront dès cette année au Québec, dont les trois quarts à Montréal.

Les répercussions se feront sentir partout, sur toutes les plateformes, dans toutes les grilles de programmation, à la radio comme à la télé. La direction annonce son intention de « protéger les succès » et de « mettre fin à certaines émissions ». En gros, il s'agira de diminuer la programmation du jour pour protéger la diffusion des soirées. On sait déjà que l'émission matinale *Alors on jase* ne reviendra pas.

Le service des sports subit les plus grands effets avec la disparition de 55 de ses 75 postes. Les bulletins sportifs de fin de soirée n'existeront plus bientôt. Les engagements de diffusion seront cependant respectés pour les grands rendez-vous mondiaux, les prochains Jeux olympiques d'été à Rio (2016) comme la Coupe du monde de soccer de cet été au Brésil.

Par contre, il n'y aura pas de publicité sur les premières chaînes en anglais ou en français.

La direction a dévoilé ses intentions à ses employés réunis en assemblée générale à

VOIR PAGE A 10 : RADIO-CANADA

STEPHEN HARPER PERD UN AMI



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Le premier ministre Stephen Harper, accompagné de sa femme Laureen, a prononcé quelques mots à la mémoire de son ami et ancien ministre des Finances, Jim Flaherty, décédé subitement jeudi.

Jim Flaherty s'éteint

L'ex-ministre des Finances avait renoncé à son poste il y a à peine trois semaines

HÉLÈNE BUZZETTI

Correspondante parlementaire
à Ottawa

Il avait tiré sa révérence pour se « concentrer sur la vie après la politique » et investir le secteur privé. Finalement, la retraite de Jim Flaherty n'aura été que virtuelle. L'ancien ministre conservateur des Finances est décédé jeudi, à peine trois semaines après avoir renoncé à son siège ministériel et avant même d'avoir quitté celui qui lui était réservé à la Chambre des communes. Il avait 64 ans.

Selon sa famille, M. Flaherty est mort « paisiblement » à Ottawa. « Nous sommes reconnaissants du fait qu'il a été si bien soutenu par les Canadiens

d'un océan à l'autre et par ses collègues internationaux tout au cours de sa vie publique. » Selon CBC, M. Flaherty est mort d'une crise cardiaque jeudi midi. Il laisse dans le deuil son épouse Christine Elliott, elle-même députée conservatrice à l'Assemblée législative ontarienne, ainsi que leurs triplés John, Galen et Quinn.

Un peu après 14 h, la rumeur du décès de celui qui a dirigé huit ans les Finances pour Ste-

VOIR PAGE A 10 : FLAHERTY

Lire aussi La santé financière du pays avant la sienne. Les avis divergent au sujet de l'héritage politique de Jim Flaherty. Page A 7

Le PQ se range derrière Stéphane Bédard

Le député de Chicoutimi s'est vu confier à l'unanimité la tâche de chef intérimaire

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Correspondant parlementaire
à Québec

La course à la chefferie du Parti québécois se fera « dans l'ordre », a promis le nouveau chef péquiste intérimaire, Stéphane Bédard, au terme d'une journée où gagnants et perdants ont fait une première analyse de la débâcle électorale de lundi.

Le député de Chicoutimi s'est vu confier jeudi soir la tâche de diriger l'aile parlementaire du PQ, après avoir promis la main sur le cœur de s'astreindre à une totale neutralité à l'égard de la campagne à la succession de Pauline Marois. « Il fallait qu'il s'engage à une totale et pleine neutralité, ce qu'il a fait devant l'équipe », a dit le doyen de l'Assemblée nationale, François Gendron. « C'est la règle de base », a ajouté la députée de Taschereau, Agnès Maltais.

Plusieurs ont jeté un doute sur l'impartialité de M. Bédard dans une course à la chefferie à laquelle participerait Pierre Karl Péladeau. Son frère, Eric Bédard, ainsi que son ami Martin Tremblay figurent parmi les proches de l'actionnaire de contrôle de Québecor.

Les assurances du leader du gouvernement sortant ont toutefois suffi aux 29 autres élus ayant survécu à l'hécatombe de lundi — y com-

VOIR PAGE A 10 : PQ

Le vieux clocher. La chronique de Christian Rioux. Page A 3

Une élection « à l'aveugle ». La chronique de Lise Payette. Page A 9

AUJOURD'HUI



Week-end La tradition dans votre assiette. Un circuit du Vieux-Montréal trace l'histoire de la ville par l'alimentation, de la Nouvelle-France à nos jours. Page B 1

Commission Charbonneau DJL nie toute forme de collusion. L'ex-président de la firme Sintra a affirmé le contraire plus tôt cette semaine. Page A 5

CAROLINE SIMARD AU DEVOIR

Elle a fait tomber Marois

ISABELLE PORTER

à Québec

La candidate libérale qui a défait Pauline Marois lundi soir dans la circonscription de Charlevoix-Côte-de-Beaupré ne semble pas être le simple « poteau » que beaucoup ont imaginé. Entretien avec une femme qui prend son nouveau métier très au sérieux et qui pourrait, elle aussi, se faire qualifier de... déterminée.

« Je faisais campagne avec détermination, puis avec l'idée de faire une différence, a-t-elle dit lors d'un entretien jeudi. C'est

ce qui me motivait vraiment. C'était une décision de cœur. »

De toute évidence, l'équipe de communication du Parti libéral l'a bien préparée à la semaine de fou qu'elle affronte actuellement. Mais on sent que Caroline Simard connaissait déjà la chanson. Pas celle de la politique, mais assurément celle de la communication.

La nouvelle députée ne risque pas de devenir une abonnée du blogue « Mots et maux » du collègue Antoine Robitaille. Elle s'exprime dans

VOIR PAGE A 10 : SIMARD



CLÉMENT ALLARD LE DEVOIR

Caroline Simard est peut-être la seule au Québec à ne pas avoir été surprise de sa victoire. « Je ressentais un mécontentement, une frustration [dans la circonscription]. Il y avait vraiment un découragement qui me faisait dire que c'était possible. »



Avis légaux..... B 6
Décès..... A 4
Météo..... B 7
Mots croisés..... B 8
Petites annonces..... A 4
Sudoku..... B 8

ACTUALITÉS

Lise Thibault disait préférer vivre en banlieue de Québec, « près de la nature »

ALEXANDRE ROBILLARD
à Québec

L'ex-lieutenant-gouverneur Lise Thibault préférerait mener une vie plus normale dans la nature de la banlieue de Québec, indiquent des documents présentés jeudi à son procès pour fraude.

Dans une lettre envoyée au fédéral en 2003 pour expliquer ses dépenses, M^{me} Thibault précise qu'elle paie 500\$ par mois de loyer à son chef de la sécurité et garde du corps, Guy Hamelin, pour habiter dans sa résidence secondaire.

Pour justifier cette dépense, M^{me} Thibault joignait à sa lettre du mois de mars de cette année-là un reçu pour la somme mensuelle, alors que M. Hamelin, copropriétaire de la résidence, en avait la possession depuis le 10 mars. La lieutenant-gouverneure, en fonction de 1997 à 2007, expliquait aussi dans cette lettre à Micheline Ouellette-Rogers, de Patrimoine canadien, que le loyer couvrait 15 nuits en mars.

La résidence de M. Hamelin où M^{me} Thibault habitait est située à Beauport, à une intersection dans un secteur résidentiel, à l'extérieur des limites de la ville de Québec.

Facturation en double

Lors de cette deuxième journée du procès de M^{me} Thibault, un enquêteur de la Gendarmerie royale du Canada, Jean-Alexandre Bouchard, a exposé ces faits en s'appuyant sur des documents déposés devant le juge Carol St-Cyr, au palais de justice de Québec.

Dans son témoignage, M. Bouchard a expliqué que

M^{me} Thibault avait facturé des dépenses en double au fédéral, alors qu'elle recevait une allocation mensuelle de 4000\$ pour son hébergement.

L'enquêteur de la GRC a déclaré qu'en résidant à Beauport, une banlieue à moins de 40 km de Québec, M^{me} Thibault était admissible à des réclamations pour séjour à l'étranger de la capitale québécoise de la part du gouvernement fédéral.

Dans la lettre à M^{me} Ouellette-Rogers, M^{me} Thibault, qui est aussi accusée d'abus de confiance et d'utilisation de faux documents, explique que M. Hamelin lui a offert d'habiter dans sa résidence secondaire. « Je peux ainsi mener une vie plus régulière, dans la nature, et j'ai la possibilité de laisser mes vêtements et de me faire de la nourriture », écrivait-elle.

L'enquêteur de la GRC a expliqué qu'avant 2004, la lieutenant-gouverneure recevait une subvention de 45600\$ par année pour ses frais dans la capitale québécoise et qu'elle pouvait réclamer des remboursements à Patrimoine canadien pour ses dépenses à l'extérieur de la ville de Québec.

À partir du 1^{er} avril 2004, cette façon de faire a été modifiée et un budget global de 147372\$ a été alloué. M. Bouchard a déclaré devant le tribunal qu'en 2008, le gouvernement fédéral acheminait la subvention globale en trois versements de 49124\$. L'enquêteur a observé que M^{me} Thibault s'était fait un chèque à son nom pour la somme exacte. « Il a été encaissé par M^{me} Thibault directement dans son compte », a-t-il dit.

La Presse canadienne

NATIONALISME

Legault tend la main aux militants du PQ

JULIEN ARSENAULT
à Drummondville

Le Parti québécois (PQ) étant dans une situation « sans issue » en raison de l'omniprésence de la question référendaire dans son programme, le chef caquiste, François Legault, tend la main aux nationalistes pour bâtir un Québec « réel » plutôt qu'un « pays imaginaire ».

À l'occasion du caucus des députés et des candidats défaits de la Coalition avenir Québec (CAQ), jeudi à Drummondville, M. Legault n'a pas mâché ses mots pour expliquer la déconfiture historique de la formation souverainiste, qui n'a fait élire que 30 députés le soir du 7 avril dernier.

« Le PQ va passer par la même réflexion que j'ai effectuée en 2009 [avant de quitter la politique], a-t-il dit. L'article 1 [du parti], c'est la souveraineté, et les gens ne veulent pas de référendum. Il y a beaucoup de militants qui sont juste au PQ pour faire le référendum. Pour moi, c'est sans issue. »

« Cul-de-sac »

M. Legault, qui estime que le PQ est dans un « cul-de-sac », invite ainsi les militants péquistes à se joindre à la CAQ, un parti « nationaliste moderne » qui ne tiendra « jamais » de référendum. « Il y a plus de 70 % des Québécois qui ne veulent pas de référendum, a dit le chef caquiste. C'est sans issue pour quelqu'un qui veut des chances d'aller au gouvernement. C'est quoi, la solution? Moi, je ne l'ai pas trouvée, alors j'ai décidé de former un nouveau parti. »

À l'instar de la défunte Union nationale, M. Legault désire regrouper l'ensemble des forces nationalistes, ce



PAUL CHIASSON LA PRESSE CANADIENNE

« Le PQ va passer par la même réflexion que j'ai effectuée en 2009 », dit François Legault.

qui, selon lui, est le seul moyen pour vaincre le Parti libéral du Québec (PLQ).

« On veut un Québec fort qui prend sa place dans le Canada, a-t-il dit. Oui, il y a des ressemblances [avec l'Union nationale]. Il y en a qui disent ça. On ne retournera pas dans la Grande Noirceur [...], mais dire qu'on va s'approprier plus de pouvoir [...] ça reste encore bon [comme discours]. »

S'il est élu premier ministre, le chef de la CAQ irait même jusqu'à tenir des discussions constitutionnelles avec le gouvernement fédéral, même s'il croit qu'il ne s'agit pas du moyen le plus efficace pour « faire avancer le Québec ».

M. Legault est même allé jusqu'à dire, avec un sourire aux lèvres, qu'il était prêt à accueillir dans ses rangs Jean-François Li-

sée, Bernard Drainville et Pierre Karl Péladeau — s'il vend ses actions de Québecor — si les trois ténors souverainistes finissent par en avoir marre du dossier référendaire.

Enracinement régional

Le chef de la CAQ a par ailleurs reconnu que le parti devra être en mesure de s'enraciner dans certaines régions, comme la Gaspésie, la Côte-Nord, l'Abitibi-Témiscamingue ainsi que l'Outaouais, pour espérer gonfler son équipe de 22 députés lors du prochain scrutin provincial, dans quatre ans.

« Nous allons nous remettre en question entre autres sur l'organisation; on a vu qu'il faut l'améliorer en région, a-t-il ob-

servé. Les libéraux ont été très forts dans le vote par anticipation dans les régions. »

Malgré de bons résultats dans les circonscriptions du « 450 », M. Legault reconnaît qu'il est quasi impossible pour

les caquistes de devenir la solution de rechange au sein de la sphère politique québécoise sans une « bonne » équipe de bénévoles sur le terrain dans les régions de la province. « Ce n'était pas le cas [lors de la campagne électorale], il faut être honnête, a reconnu le chef caquiste. C'est certain que, dans ces régions, il y a un défi d'organisation, de mobilisation des militants et pour avoir des bénévoles qui font "sortir le vote". »

La Presse canadienne

ÉLECTIONS
2014

Colloque en éthique appliquée

Corruption, conflits d'intérêts, copinage :

que peut l'éthique devant nos problèmes actuels?

22 et 23 mai 2014

Organisé par :
la Chaire d'éthique appliquée de
l'Université de Sherbrooke
etle RÉOQ - Réseau d'éthique
organisationnelle du QuébecÀ l'Agora du Campus de Longueuil de
l'Université de Sherbrooke

Métro Longueuil-Université de Sherbrooke

Les tarifs préférentiels sont en vigueur jusqu'au 15 avril

<http://ethiqueappliquee.evenement.usherbrooke.ca>

NOUVEAU-BRUNSWICK

Inquiétude et indignation devant la fermeture de la clinique Morgentaler

AMÉLIE
DAOUST-BOISVERT

La fermeture de la clinique Morgentaler de Fredericton soulève une levée de boucliers. C'est la seule clinique privée du Nouveau-Brunswick à pratiquer des avortements, dans une province où l'accès est particulièrement difficile.

Selon le Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, la clinique pratiquait plus de la moitié des interruptions volontaires de grossesse (IVG) de la province. De plus, selon l'organisation Women's Equality de l'Île-du-Prince-Édouard, 10 % des patientes de la clinique étaient des Prince-Édouardiennes. Il n'y a aucun accès à l'IVG sur l'île.

Les administratrices de la clinique fondée par le Dr Henri Morgentaler ont annoncé qu'elles devront fermer en juillet pour des raisons financières. « Ça me brise le cœur d'avoir à faire ça. Je ne sais pas ce que les femmes vont faire lorsque nous aurons fermé », a déclaré la directrice Simone Leibovitch, qui avait convié la presse jeudi matin.

Clinique déficitaire

Avant son décès en mai 2013, le Dr Morgentaler lui-même finançait la clinique, continuellement en déficit car aucune femme n'était refusée pour une incapacité de payer. Chaque procédure coûte entre 700 et 850\$.

Woodworth échoue

Le député conservateur Stephen Woodworth a échoué, jeudi, à faire adopter sa motion demandant à ce que les lois canadiennes soient interprétées de manière à reconnaître « la valeur égale et la dignité » de tout être humain, y compris, donc, les fœtus. Certains parlementaires ont refusé de l'appuyer, le privant du consentement unanime requis pour l'adoption de la motion 476. « C'est un jour sombre et dangereux pour le Canada », a déploré M. Woodworth.

L'avortement n'est couvert par l'assurance maladie au Nouveau-Brunswick que si deux médecins certifient qu'il est médicalement requis et s'il est pratiqué par un spécialiste dans un hôpital accrédité. « Si la province avait financé les avortements pratiqués à la clinique, ou payé pour les femmes qui sont dans l'impossibilité de le faire, la clinique ne fermerait pas ses portes aujourd'hui », s'est insurgée M^{me} Leibovitch. La directrice générale du Regroupement féministe du Nouveau-Brunswick, Sarah LeBlanc, est très inquiète. « L'accès était déjà difficile. Là, davantage de femmes devront aller en dehors de la pro-

vince », croit-elle. Elle explique qu'il est difficile pour les femmes d'obtenir les deux références médicales requises pour obtenir un avortement dans un hôpital public. Certaines n'ont pas de médecin de famille. Et des médecins refusent carrément de signer ces références.

Sur les réseaux sociaux, l'indignation était à son comble après cette annonce.

Une pétition exigeant du gouvernement néo-brunswickois la couverture publique de l'IVG à la clinique Morgentaler avait recueilli plus de 4200 signatures en après-midi jeudi.

Le gouvernement muet

Le ministère de la Santé du Nouveau-Brunswick n'a pas l'intention de modifier sa réglementation, a-t-il fait savoir dans un bref communiqué. Intercepté par des journalistes à son entrée à l'Assemblée législative, le ministre de la Santé, Hugh John Flemming, s'est refusé à tout commentaire. « Ce dossier est toujours devant les tribunaux », a-t-il simplement lancé, selon le journal *L'Acadie Nouvelle*.

En 2002, le docteur Henry Morgentaler avait intenté une poursuite pour forcer le gouvernement provincial à payer pour la procédure. La cause est en suspens depuis son décès.

Avec La Presse canadienne
Le Devoir

Sites contaminés: le nettoyage coûtera 2,1 milliards de plus

Ottawa — Le nettoyage de milliers de sites contaminés par des déchets dangereux et la pollution coûtera des milliards de dollars de plus que ce qui avait été anticipé par Ottawa, selon un nouveau rapport du directeur parlementaire du budget (DPB) rendu public jeudi. Et le DPB avertit que les coûts pourraient grimper encore plus en raison de la présence dans les eaux souterraines de certains aéroports d'un nouveau produit chimique utilisé dans des mousses extinctrices pour avions. Alors que le gouvernement fédéral soutient que les coûts pour nettoyer les principaux sites répertoriés seront de 1,8 milliard de dollars, le DPB es-

time qu'ils se rapprocheront de 3,9 milliards. Le DPB affirme qu'il arrive à un montant plus important parce que ses évaluations incluent des coûts pour des sites qui n'ont pas été pris en compte, en tout ou en partie, par le gouvernement fédéral. Le DPB prend aussi en considération des sites qui n'avaient pas encore été identifiés et tient compte de coûts plus élevés pour des sites sur lesquels des travaux ont déjà cours. Le DPB croit aussi qu'un montant additionnel de 24 millions sera nécessaire pour l'évaluation des sites. Aux fins de cette analyse, le Conseil du trésor a donné au DPB l'accès à ses bases de données internes sur les sites contaminés, qui contiennent environ 1000 sites qui ne figurent pas dans les documents publics pour des raisons de sécurité.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

Le vieux clocher

CHRISTIAN RIOUX
à Paris

À l'étranger, presque personne n'a parlé de cette élection. À chaque élection québécoise, on avait pourtant l'habitude de voir dans la presse française de longs reportages, des portraits et des entrevues. Cette fois, à l'exception de quelques rares articles sur notre débat sur la laïcité, on s'est contenté du service minimum. Comme si les Français, et à plus forte raison les Européens, avaient senti le besoin d'une certaine pudeur et abandonné l'espoir, pour l'instant du moins, d'y comprendre quelque chose.

S'il fallait choisir une image qui symbolise cette élection, ce serait celle de la page A 8 de notre édition de lundi. On y voyait un grand arbre décharné en cette fin d'hiver derrière lequel s'élevaient les ruines de l'église Notre-Dame-de-Fatima à Mégantic. Les bulldozers étaient déjà à l'œuvre. Partout ailleurs, on aurait conservé un mur, une croix et ce joli clocher simple et noble en pierre grise du pays. Après la guerre, les Munnichois n'ont-ils pas reconstruit à l'identique toute leur ville pierre par pierre? Ici, rien ne survivra. Pas une seule dalle. La pancarte annonce déjà: «*Votre futur Métro Plus ici!*» Les marchands du Temple ont tout emporté.

Je reviens sur Mégantic, car cette ville symbolise mieux que tout le drame historique qui est le nôtre. Voilà une ville qui a souffert l'enfer par la faute d'un gouvernement fédéral qui a tout déréglé et tout vendu au privé. Or, on n'y a pas vu l'ombre d'une révolte ou d'une colère. Pas même un poing levé. Seulement la sourde résignation, bien sûr dans la dignité, mais la résignation quand même. Certes, la mairesse de la ville a miraculeusement réussi à sauver le centre-ville que les marchands voulaient démolir à côté du centre commercial, mais pour le reste, on s'est dépêché d'oublier. Un temple de la consommation remplacera la belle église.

Mégantic illustre bien cette époque dans laquelle nous n'avons pas choisi de faire de la politique. En 1837-1838, les Patriotes n'ont pas perdu la partie seulement par manque de soutien dans la population et à cause d'un clergé scélérat. Sans un appui minimum de la France et des États-Unis, les idées républicaines ne pouvaient pas l'emporter au Canada face à la première puissance économique et militaire du monde, l'Empire britannique. Or, nous vivons encore au cœur de la bête, à cinq heures de route de New York, capitale mondiale de la mondialisation. Une mondialisation qui a déclenché à la faveur des techniques nouvelles un vent d'individualisme sans précédent qui ébranle jusqu'aux vieux patriotismes européens. Ce n'est pas dans les publicités d'Apple et les clips de YouTube qu'on apprend les idéaux collectifs surtout quand, depuis vingt ans, on a livré sa jeunesse pieds et poings liés au marché.

◆ ◆ ◆

Faut-il pour autant sombrer dans une nostalgie mortifère? Les tempêtes passent, mais les peuples restent. N'avons-nous pas l'habitude des pires tempêtes de neige? Ces jugements définitifs, on les a entendus en 1980 et 1995. Les voilà de retour. Pendant la campagne électorale, nos élites humoristico-médiatiques nous ont inondés de messages du genre «*bonnets blancs, bonnets blancs*» ou «*tous pourris*». Savaient-elles qu'elles reprenaient mot pour mot les slogans du Front national en France et sa célèbre «*UMPS*»? Les mêmes nous annoncent aujourd'hui la fin de l'histoire. Suivront bientôt les actes de décès et les avis mortuaires. Mais les peuples ont la vie plus dure que ces décrets péremptaires qui prétendent connaître en détail ce que l'histoire nous réserve.

Prenez un exemple. Si les Catalans avaient écouté leurs oiseaux de malheur, ils auraient depuis longtemps liquidé leur seul grand parti indépendantiste et républicain, Esquerra Republicana. Né en 1931 au moment de la seconde République espagnole, le parti a traversé 41 ans de répression franquiste. Ses militants ont été emprisonnés, torturés et parfois fusillés. Avec le retour de la démocratie, ERC a participé à toutes les coalitions imaginables jusqu'à faire adopter, 83 ans après sa naissance et à la face de Madrid, son projet de référendum sur l'indépendance au Parlement catalan. Rien n'est encore écrit bien sûr, ce référendum n'aura peut-être pas lieu, il ne sera peut-être pas victorieux, mais qui pourrait avoir la malhonnêteté de dire que ce parti qui a traversé le siècle n'avait pas de raison d'être, et ne l'a pas encore?

Il arrive souvent que les oiseaux de malheur, les yeux rivés sur les dépituelles d'hier, soient en retard d'un temps. Avez-vous remarqué que la mondialisation n'est plus tout à fait aussi joviale et triomphante qu'elle l'a déjà été? Aux prochaines élections européennes, les partis antimondialisation risquent d'arriver en tête dans nombre de pays. À Paris, on ne compte plus le nombre de livres qui annoncent le retour des nations dans l'arène politique. Après les délires mondialistes et l'individualisme mégalomane, les peuples sentiraient-ils le besoin de retrouver quelques valeurs communes? Comme la nostalgie d'un vieux clocher qu'il faudra bien reconstruire un jour.

* «*UMPS*» (amalgame des acronymes UMP et PS) est un néologisme utilisé pour railler le supposé caractère interchangeable des deux partis dominants français.



TROY FLEECE LA PRESSE CANADIENNE

À compter de 2016, les Premières Nations devront garantir l'enseignement d'un programme reconnu et équivalent à celui des écoles des provinces.

ÉDUCATION

Des autochtones craignent pour leurs langues

Des chefs des Premières Nations dénoncent la réforme du gouvernement fédéral

MARIE VASTEL

Correspondante parlementaire
à Ottawa

Le gouvernement fédéral se targue de bonifier le système d'éducation autochtone au pays, tout en laissant les communautés gérer leurs écoles et ce qui s'y enseigne. Mais certains chefs autochtones rétorquent qu'Ottawa, avec sa réforme présentée jeudi, leur retire au contraire la scolarisation de leurs enfants et menace au passage la survie de leurs langues.

Ottawa a pour objectif — avec sa Loi sur le contrôle par les Premières Nations de leur système d'éducation — d'assurer que les élèves fréquentant une école dans une réserve puissent poursuivre leur scolarisation dans une école provinciale ou obtenir un diplôme qui soit reconnu par les normes des provinces. À compter de 2016, les Premières Nations devront garantir l'accès à l'école pour tous les enfants, enseigner un programme reconnu et équivalent à celui des écoles provinciales, compter des enseignants certifiés et offrir un nombre minimum d'heures de cours.

«*Notre gouvernement sait à quel point une bonne éducation peut changer une vie*», a fait valoir le ministre des Affaires autochtones, Bernard Valcourt, jeudi.

Mais les chefs autochtones ne sont pas ravis de la proposition fédérale. Notamment du fait que le projet de loi impose «*le français ou l'anglais comme langue d'enseignement*». L'école pourra of-

fir un programme d'immersion dans «*une langue des Premières Nations*», mais les élèves devront être capables de passer au système d'éducation provincial — et donc d'y suivre leurs cours dans l'une des deux langues officielles.

La chef de Kahnawake, Gina Deer, parle peu sa langue, mais ses deux filles l'ont apprise dans un programme d'immersion mohawk. «*Ce gouvernement menace cela, s'est-elle inquiétée. Ils vont venir et perturber tout ce qu'on a mis en place [...]. Kahnawake a ses propres normes et cela fonctionne.*» Ses filles ont fréquenté l'école de la réserve avant de s'inscrire au cégep provincial.

Le chef national de l'Assemblée des Premières Nations (APN), Shawn Atleo, estime qu'Ottawa semble offrir «*une reconnaissance initiale au fait que les langues des Premières Nations doivent être respectées et se retrouver dans l'éducation*» des enfants. Mais il faudra voir les détails, lorsqu'ils seront rédigés par Ottawa.

Car le sort des langues autochtones est une des conséquences des pensionnats indiens, où les enfants autochtones étaient forcés d'abandonner la leur, a relaté M. Atleo. Sa propre langue risque de disparaître, dit-il, tout comme 50 autres sur les 52 parlées au Canada.

Qui a le contrôle?

L'APN en est encore à étudier le projet de loi C-33, mais M. Atleo prévient qu'elle voudra s'assurer que les communautés gardent «*un réel contrôle*» sur leurs écoles.

La chef Deer n'y croit pas. «*Ils s'ingèrent dans nos affaires*», a-t-elle reproché, en réclamant plutôt plus de financement.

Les chefs s'inquiètent d'un comité mixte — dont les membres seront nommés par le gouvernement, la moitié après une consultation avec l'APN. Le comité surveillera la performance des écoles et pourra recommander au ministre d'intervenir, en envoyant un gestionnaire superviser l'établissement.

Le ministre Valcourt s'est défendu de garder la mainmise, arguant qu'il ne pourrait prendre de décision sans consulter le comité.

Contesté au Québec

L'Assemblée des premières nations du Québec et du Labrador conteste la réforme en Cour fédérale, arguant qu'Ottawa n'a pas respecté son obligation constitutionnelle de les consulter. Néanmoins, la loi s'appliquera partout au Canada, a tranché le ministre.

Le chef, Ghislain Picard, savait que l'APNQL y serait soumise. Croire le contraire, «*ça aurait été illusoire*».

En réponse aux procédures judiciaires de l'APNQL, le ministre Valcourt a invité les chefs à lire le projet de loi. Il estime «*qu'ils auront la chance de voir que ça améliore de beaucoup la situation actuelle, qu'ils vont vouloir en prendre avantage*».

Le Devoir

ACCÈS À L'INFORMATION

De l'«*ingérence*» au bureau de Paradis

JENNIFER DITCHBURN

à Ottawa

La commissaire à l'information du Canada a constaté une «*ingérence systémique*» dans les requêtes d'accès à l'information par trois membres du personnel politique de l'ancien cabinet du ministre Christian Paradis et a laissé entendre que la loi pourrait avoir été violée.

Mais l'actuelle ministre des Travaux publics, Diane Finley, a refusé de soumettre le dossier à la Gendarmerie royale du Canada (GRC) parce qu'une autre affaire semblable n'a pas donné lieu à des accusations.

Suzanne Legault a déposé son deuxième rapport jeudi, à la suite d'une enquête sur des cas qui remontent à 2009 au bureau de Christian Paradis, alors ministre des Travaux publics.

Dissimulation d'informations

M^{me} Legault avait déjà constaté de l'ingérence de la part d'un membre du personnel politique, Sébastien Togneri, dans une enquête précédente relativement à une requête d'accès à l'information déposée par La Presse canadienne.

M. Togneri a démissionné en 2010 après que La Presse canadienne eut indiqué qu'il avait été impliqué dans d'autres cas d'ingérence, soulignant la présence des noms des collègues Marc Toupin et Jillian Andrews dans des courriels concernant la dissimulation d'informations.

La commissaire s'est penchée sur d'autres cas et a conclu à de l'ingé-

rence de la part de M. Togneri, Toupin et Andrews au bureau de M. Paradis dans le traitement de cinq autres demandes d'accès à l'information.

M. Andrews est aujourd'hui conseiller au cabinet de la ministre fédérale de l'Environnement, Leona Aglukkaq. On ignore si M. Toupin travaille encore au gouvernement. «*Dans le cadre de l'enquête qui fait l'objet de ce rapport, j'ai noté la participation inadéquate d'un petit groupe de membres du personnel du*

«*L'intégrité et la neutralité du système d'accès à l'information repose sur un leadership fort aux échelons supérieurs*»

ministre des Travaux publics et Services gouvernementaux Canada dans le traitement des demandes effectuées en vertu de la Loi sur l'accès à l'information», a écrit la commissaire dans son rapport.

«*Ces employés politiques se sont immiscés de différentes façons dans un processus qui a été conçu pour être suivi de manière objective par des fonctionnaires. Par conséquent, les droits conférés par la loi ont été compromis*», a-t-elle indiqué.

Selon M^{me} Legault, la preuve laisse croire qu'une infraction a été commise, pouvant entraîner des pénalités maximales de 10000\$ et de deux ans de prison. Personne n'a jamais été condamné en vertu de ces dispositions.

Mais M^{me} Legault a de nouveau exprimé sa frustration de ne pas pouvoir défer ces questions au Procureur général du Canada pour qu'il mène sa propre enquête, puisque les cabinets de ministre et leur personnel ne sont pas assujettis à la Loi sur l'accès à l'information.

Par conséquent, la commissaire transfère le dossier à l'actuelle ministre des Travaux publics, Diane Finley, qui a refusé de soumettre la question à la GRC.

Dans le cas de M. Togneri, l'ancienne ministre des Travaux publics Rona Ambrose avait transmis le dossier à la GRC, mais aucune accusation n'avait été déposée.

Le ministère avait aussi amorcé des changements dans la façon de gérer les demandes d'accès à l'information à la suite du rapport sur M. Togneri, des mesures qui sont en voie d'être mises en place, a dit M^{me} Legault.

Elle a tout de même appelé à la responsabilité des ministres et des hauts fonctionnaires dans le respect du système d'accès à l'information. «*L'intégrité et la neutralité du système d'accès à l'information repose sur un leadership fort aux échelons supérieurs*», a évoqué M^{me} Legault. Les ministres et les cadres supérieurs doivent s'assurer que leurs employés connaissent leurs responsabilités en ce qui a trait à l'accès à l'information, ainsi que les limites de leur rôle.»

La Presse canadienne

Eve Adams réprimandée

Ottawa — Le Parti conservateur a réprimandé la députée Eve Adams pour son comportement dans une controverse au sujet de l'investiture dans une circonscription ontarienne, mais elle pourra tout de même participer à la course. Dans la lettre adressée à M^{me} Adams, le président du parti, John Walsh, a qualifié d'inacceptable le comportement qu'elle a affiché lors d'une rencontre de l'association de la circonscription d'Oakville North-Burlington tenue en mars. Quatorze membres du parti s'étaient plaints que M^{me} Adams avait affiché un comportement abusif et qu'elle avait refusé de quitter les lieux malgré les demandes répétées à cet effet.

La Presse canadienne

Brazeau encore accusé

Le sénateur suspendu Patrick Brazeau devra passer une autre nuit en prison. La Couronne a refusé jeudi sa remise en liberté après qu'il eut été formellement accusé de voies de fait, de menaces de mort, de possession de cocaïne et de non-respect de conditions. Il a plaidé non coupable. Il sera de retour en Cour ce vendredi. Les événements reprochés à l'homme de 39 ans se seraient produits dans la nuit de mercredi à jeudi dans une résidence du boulevard Labrosse, à Gatineau. Une dame y aurait été victime de voies de fait et l'ami de cette dernière aurait reçu des menaces. Patrick Brazeau devait se présenter au palais de justice vendredi pour fixer la date de procès en lien avec les accusations de voies de fait et d'agression sexuelle portées contre lui en février 2013.

La Presse canadienne

ACTUALITÉS

C'est la fin pour Vision Montréal

Vision Montréal n'est plus. Le Directeur général des élections a retiré au parti son autorisation, comme le lui avait demandé Louise Harel. N'ayant pas présenté de candidats lors du scrutin de novembre en raison de son alliance avec Coalition Montréal, Vision Montréal était aux prises avec un déficit d'un demi-million de dollars et souhaitait se saborder. Le mois dernier, la chef Louise Harel avait indiqué au *Devoir* que le parti avait payé tous ses fournisseurs, mais qu'il lui restait une créance de 550 000\$. Une centaine de personnes — dont des élus — pourraient devoir rembourser une partie de la dette en raison des cautions qu'elles ont signées pour deux prêts.

Le Devoir

Coderre nomme quatre d.g. adjoints

Dans la foulée de sa réforme administrative dévoilée en février dernier, le maire Denis Coderre a annoncé, jeudi, la nomination de quatre nouveaux directeurs généraux adjoints à la Ville de Montréal. Recrutés au sein de la fonction publique montréalaise, Chantal Gagnon dirigera le service de la Qualité de vie, Marc Blanchet, celui du Développement, Jacques Ulysse, celui des Services institutionnels, et Alain Dufort, celui de l'Arrondissement de Ville-Marie et concertation des arrondissements. Ces quatre hauts fonctionnaires relèveront du directeur général Alain Marcoux. Ils toucheront un salaire de 147 620\$ à 221 440\$ par année.

Le Devoir

Bixi International s'est trouvé un acheteur

L'homme d'affaires Bruno Rodi déboursa 4 millions de dollars

JEANNE CORRIVEAU

Bixi International s'est trouvé un acquéreur. Sous réserve de l'approbation du tribunal, l'homme d'affaires Bruno Rodi mettra la main sur le volet international de l'entreprise de vélos en libre-service. Des quatre offres déposées auprès du syndic de faillite, c'est celle de M. Rodi qui a été retenue. Homme d'affaires, Bruno Rodi est propriétaire de Rodi Design, une entreprise québécoise de conception et de fabrication de meubles dont le siège social est situé à Longueuil. L'offre d'une valeur de 4 millions prévoit l'acqui-

sition des actifs de Bixi International, dont les brevets et les inventaires.

La transaction exclut toutefois les dettes de Bixi, de même que les poursuites intentées contre la Société en libre-service (SVLS), dont celle de 26 millions déposée par 8D Technologies en 2012, a indiqué au *Devoir* M^e Sarto Blouin, qui représente Bruno Rodi dans le cadre des négociations engagées pour l'achat de Bixi International.

L'acquéreur entend par ailleurs résilier les contrats conclus avec les 22 villes où roulent des vélos Bixi, dont New York, Boston, Seattle, Boston et Melbourne. Des né-

gociations seront par la suite entreprises pour signer de nouvelles ententes.

Un fleuron

«L'idée, c'est de garder les activités [de Bixi International] au Québec et de redorer ce fleuron au niveau international», a expliqué M^e Blouin. «Ça va prendre beaucoup d'énergie et d'argent, mais M. Rodi a l'intention de continuer à faire des affaires avec des gens du Québec et de relancer cette entreprise.»

Bruno Rodi s'est intéressé à Bixi, notamment parce qu'il s'agit d'un mode de transport écologique. «Il a un souci environnemental, mais aussi un intérêt d'affaires. C'est une

combinaison de tout ça», a résumé M^e Blouin.

La transaction devrait être entérinée par un juge vendred.

Aux prises avec une dette d'environ 50 millions, la SVLS s'était placée sous la protection de la Loi sur la faillite en janvier dernier. Les actifs internationaux avaient alors été mis en vente. L'administration Coderre avait par ailleurs créé un OSBL afin de sauver la saison 2014 de Bixi Montréal. Principal créancier de la SVLS à la suite d'un prêt de 37 millions accordé en 2011, Montréal pourra toucher les revenus de la vente de Bixi International.

Le Devoir

Téléphone : 514 985-3322
Télécopieur : 514 985-3340

LES PETITES ANNONCES

Courriel : petitesannonces@ledevoir.com

100 VISITES LIBRES

Les visites libres du week-end
Dimanche 14h à 16h

LACHINE
1770 rue St-Antoine
Maison sympathique et confortable, environ 1 275 pieds carrés. 2 chambres à coucher, une nouvelle salle de bains + salle de lavage/salle d'eau. Quartier tranquille, près des services, transports, garderie, école, aréna, bord de l'eau. Cour avec stationnement, toiture 2011. 298 800 \$
Esther Leblanc 514-220-2454
Courtier immobilier agréé www.estherleblanc.com

OUTREMONT
74 St-Cyril
Face au Parc Kennedy et piscine, à quelques pas du métro, magasins d'alimentation, banques, etc. Rez-de-chaussée, coin de rue donc très clair. Aires ouvertes, 2 chambres, grande terrasse côté ouest.
NOUVEAU PRIX : 445 000 \$ - MLS # 130 985 19
Charlotte MICHAUD
courtier immobilier, gr. sutton - immobili.ca inc.
514.894.0866

OUTREMONT ADJ.
4671 Hutchison - Près du Mont-Royal
Beau, clair, classique, rénové, condo au 3e d'un 6-plex. 3 chambres, 2 salles de bains, balcon, terrasse. Stationnement extérieur.
574 000 \$ - MLS # 240 825 11
Charlotte MICHAUD
courtier immobilier, gr. sutton - immobili.ca inc.
514.894.0866

PLATEAU MONT-ROYAL
4230-A rue De Mentana
OCCASION UNIQUE SUR LE PLATEAU. Condo de 2 chambres sur 2 étages (2e et 3e) dans un quartier dynamique, propriété bien établie offrant beaucoup d'attraits, stationnement privé, foyer au bois dans le salon. À deux pas de l'avenue Mont-Royal : une occasion à ne pas rater ! Situé dans un voisinage intéressant et bénéficie d'une bonne administration. Plancher de céramique dans la cuisine, plancher de bois franc (chêne) dans le salon et le couloir, marqueterie au 3e étage. Les 2 chambres, la salle de bains et l'installation laveuse/sécheuse sont au 3e. Beaucoup de rangement (deux cagibis : un sous l'escalier et un autre au 3e).
399 000 \$ - MLS 12766954
Gaston Lambert 514-239-2069
IMMEUBLE SUTTON IMMOBILIA
gastonlambert.com

POINTE-AUX-TREMBLES
11 650 Notre-Dame Est - BORD DE L'EAU
Cottage 2011, plancher de chêne, plafonds 9 pieds, garage double, grande terrasse, cave à vin, climatisé, système d'alarme, aspirateur central. Évaluation 425 000 \$. Prix : 369 000 \$
Martin Coulombe 514-953-6066
courtier immobilier agréé
CTR Satisfaction Inc.

VILLE-MARIE - MÉTROS BEAUDRY ET PAPINEAU
1241 Rue de Champlain, app. 6
Au dernier étage d'un bel immeuble 2012 (agréé Novoclimat) cette superbe unité de coin baignée de lumière bénéficie d'une exceptionnelle fenestration, d'une parfaite orientation, d'une grande hauteur de plafond, d'une vue dégagée sur un beau parc et d'une immense terrasse sur le toit. Un condo de charme au cœur de la ville et néanmoins au calme. Condo certifié NOVOCLIMAT (isolation sonore et thermique de qualité supérieure, fenêtres écoénergétiques...). 259 000 \$.
Stéphane Costa 514-770-6620
Courtier immobilier, Via Capitale Centre-Ville

REPENTIGNY
102 Trudeau - BORD DE L'EAU NAVIGABLE!
Magnifique maison de prestige à 20 minutes du Centre-Ville de Montréal, 3 chambres, 2 salles de bains complètes dont une attenante à la chambre des maîtres avec puits de lumière, salon, salle à manger et solarium 4 saisons à aire ouverte avec offrant une vue panoramique et spectaculaire sur le fleuve. Orientation plein sud, luminosité abondante, grande salle familiale, 2 foyers, 2 garages, cave à vin, 22 665 p.c. de terrain paysagé. Libre immédiatement.
CLÉ EN MAIN 1 774 000 \$
MLS 21674720
Anne Marcoux 514-969-8619
Courtier immobilier
groupe sutton - immobili.ca inc

POUR ANNONCER → 514.985.3454
petitesannonces@ledevoir.com

125 HORS FRONTIÈRES

PÉRIGORD
Dordogne, 5 km Bergerac, 10 km aéroport, propriété de caractère comprenant manoir XIXe, chartreuse XVIIIe, dépendances; surface habitable 520m². Sur 2ha 400, parc arboré, jardin d'agrément, prairie, vue dominante sur vignoble. Piscine. Pric: 850000 Euros.
Particulier.
www.grandjaur24.fr

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

OHUNTSIC - 4 1/2
2 ch. fermées, 2 balcons, pl. bois, près CEGEP, pas animaux.
JUILLET. 800 \$ 514-241-2073

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

DISCRIMINATION INTERDITE
La Commission des droits de la personne du Québec rappelle que lorsqu'un logement est offert en location (ou sous-location), toute personne disposée à payer le loyer et à respecter le bail doit être traitée en pleine égalité, sans distinction, exclusion ou préférence fondée sur la race, la couleur, le sexe, la grossesse, l'orientation sexuelle, l'état civil, l'âge du locataire ou de et à ses enfants, la religion, les convictions politiques, la langue, l'origine ethnique ou nationale, la condition sociale, le handicap ou l'utilisation d'un moyen pour pallier ce handicap.

OUTREMONT - MAISON
3 c.c., 2 s. de b., 6 électros. Clim. Garage dble chauffé. Juin ou juillet.
2.275\$ 514 833-6847

PLATEAU - 3 1/2 LUXEUX-MAI
Tout neuf, 1 c.c., 6 électros, a.c., syst. alarme. Kijiji # 579557881
1 275\$ 514 598-8381

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

ROSEMONT: LE RÉVERBÈRE
(coop. retraités 60 ans+)
4-1/2 neuvs, lumineux, ascenseur. Près tous services (épicerie, bus)
514 524-0614 jr. 514 843-55 4730jr

ANNONCEZ UN LOGEMENT À LOUER
PROMOTION 24 JOURS
9 \$* /JOUR
petitesannonces@ledevoir.com
514 985-3322 ou 1 800 363-0305
* Certaines conditions s'appliquent.

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

VISITE LIBRE DIM. 13 AVRIL - 14 À 16H
NOUVEAU PRIX



FACE PARC KENNEDY OUTREMONT
74 ST-CYRIL
Face au Parc Kennedy et piscine, à quelques pas du métro, magasins d'alimentation, banques, etc. Rez-de-chaussée, coin de rue donc très clair. Aires ouvertes, 2 chambres, grande terrasse côté ouest.
NOUVEAU PRIX : 445 000 \$ - MLS # 130 985 19
CHARLOTTE MICHAUD
courtier immobilier
514-894-0866
www.charlottemichaud.com
groupe sutton-immobilia inc.
agence immobilière

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

CENTRE VILLE MUSÉE DES BEAUX ARTS
Très vastes 3 1/2 et 4 1/2
Chauffage, A/C, eau chaude,
3 électros inclus
Superbe jardin intérieur,
Piscine/gym/sécurité 24h
Métro, universités, hôpitaux
Les Appartements Le Parc - 3450 Rue Drummond
(514) 845-5294

VILLE ST-LAURENT - 6 1/2
H-duplex, chauffé, ensoleillé, rénové, à 2 pas du centre Place Vertu et bibliothèque. LIBRE. 1 400 \$
514-333-4138

169 QUÉBEC À LOUER

QUÉBEC - CENTRE-VILLE
Grand 4 Ω ds triplex, 900 p. c. Près tous services, plusieurs fenêtres, balcon, cachet. Juillet.
745\$ 418 525-8210

QUÉBEC - CENTRE-VILLE
Tr grand 3 Ω ds triplex, 900 p.c. Près tous services, plusieurs fenêtres, balcon, cachet. Juillet.
755\$ 418 525-8210

169 QUÉBEC À LOUER

QUÉBEC - Le De Bernières
11e, 4 1/2 récemment rénové. Vue sur fleuve et Plaines. Pisc.int. À prox. Hôtel du Parlement. Stat. int. Libre mai. 1500\$
418 575-3226 418 692-2227

170 HORS FRONTIÈRES EUROPE À LOUER

PARIS
Atelier-loft meublé, libre juillet-août. Équipé, 2 chambres, ensoleillé, calme, sur allée privée, table à l'extérieur sous les arbres. Sympathique quartier de Belleville. Métro Télégraphe (15 min. de Châtelet). 2800\$/mois (800\$/sem).
33.1.40.30.09.14
riouxchristian@yahoo.com
http:riouxchristian.e-monsite.com/

101 PROPRIÉTÉS À VENDRE

160 APPARTEMENTS ET LOGEMENTS À LOUER

560 ENTRETIEN, RÉNOVATION

PROJET MAJEUR DE RÉNOVATION ?
Entrepreneur depuis 30 ans.
514-745-0503
RBQ: 5682 1248 01

598 SERVICES DIVERS

MAGOG
Pour vos réunions d'affaires, réceptions de tout genre, 4 salles privées, menu du terroir.
www.auxjardinschampêtres.com

700 ANNIVERSAIRES ET MARIAGES

NOUVELLES RUBRIQUES

PROVENCE
Vallée du Rhône
Maison de village dans le quartier médiéval de Nyons. 2 c.c. 2 s. de b. Toute équipée. Terrasse ensoleillée. Internet.
www.bonneville.ca/nyons
mariehaire@gmail.com

176 CHALETS À LOUER

AUSTIN PRES MAGOG
Accès lac des Sittelles, neuf, très confortable, 3 ch., s-sol fini, billard, tv, internet. Tout équipé. JUILLET.
4 000 \$ 514-616-9131

305 ANTIQUITÉS

MTM International
Nous achetons : or, argent, bijoux et tous objets de collections
Vente de successions
mtminternational.ca
514-271-1526

307 LIVRES ET DISQUES

"Librairie Bonheur d'Occasion"
achète à domicile livres de qualité en tout genre. 514 914-2142
1317, av. du Mont-Royal Est

342 VÊTEMENTS, FOURRURE

*** À VENDRE ***
Samedi 12 avril 15h à 17h
Bijoux, montres, vêtements (small), de grandes marques.
2129 St-Urbain, Montréal

506 ARGENT DEMANDÉ OU À PRÊTER

ArgentDirect.com
Prêts de 500 \$ et plus, sans enquête de crédit, approbation 1h.
1-888-374-5777

515 INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR BOGUE OU RALÉNTI ?
Mise à jour et réparation P.C., Mac et portables.
10 ans d'exp. Service à domicile.
514 573-7039 Julien

575 DÉMÉNAGEMENTS

LES DÉMÉNAGEMENTS BRETON-SAVARD
Emballage - Entreposage - Planos. Assurances compl. Estim. gratuite.
info@bretonsavard.com
514 254-1447

AVIS DE DÉCÈS

Communiquez avec Le Mémoriel pour publier :

- Avis de décès • Faire-part
- Remerciements • Condoléances
- Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémoriel
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télé: 514 525-7999
necrologie@lememoriel.com

Le mémoriel

Merci de lutter contre la faim avec nous

L'ITINÉRAIRE

Un don de 4 \$ cartes-repas un geste utile et de bon goût

Dons en ligne et informations :
WWW.ITINERAIRE.CA

AVIS À TOUS NOS ANNONCEURS

Veillez, s'il vous plaît, prendre connaissance de votre annonce et nous signaler immédiatement toute anomalie qui s'y serait glissée.

LE DEVOIR ne sera pas responsable des erreurs répétées.

Merci de votre attention.

TEL-JEUNES Aidez-nous à leur répondre

Pour faire un don :
514 288-1444
www.teljeunes.com

- Intervenants professionnels
- Service gratuit, confidentiel 24/7 partout au Québec

Alternatives

CONSTRUIRE ENSEMBLE UN monde différent

Pour nous appuyer : www.alternatives.ca • 514.982.6606

ACTUALITÉS



La Terre, tous les jours

JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le Jour de la Terre doit être synonyme d'action, le 22 avril d'abord, mais également tous les jours, a plaidé jeudi Jacques Langui-rand à l'occasion du dévoilement de la programmation de l'édition 2014 du Jour de la Terre. « Chaque geste positif pour la sauvegarde de l'environnement doit devenir un réflexe, croit le porte-parole, qui était accompagné pour l'occasion de sa conjointe et collaboratrice de longue date Nicole Dumais. Il en va de notre survie et de celle de la planète. » Partout à l'échelle de la province, un millier d'activités organisées par des citoyens, des écoles ou des organismes communautaires est prévu d'ici au 22 avril. Près de 375 arbres doivent notamment être plantés au parc Jean-Drapeau ce jour-là, pierre d'assise d'un projet visant à planter 375 000 arbres dans la région métropolitaine d'ici au 22 avril 2017, l'année du 375^e anniversaire de Montréal.

Homicides en baisse dans le monde

Vienne — Le nombre de meurtres est en recul dans le monde, selon un décompte de l'ONU qui relève dans un rapport publié jeudi que la moitié des homicides sont commis en Afrique et dans les Amériques. L'Office des Nations unies contre la drogue et le crime (ONUDC) a recensé 437 000 meurtres en 2012, contre 468 000 en 2010, l'année où cette organisation a mené sa première étude mondiale sur les homicides. À l'échelle mondiale, la moitié des victimes étaient âgées de moins de 30 ans et 80% d'entre elles étaient des hommes, tout comme 95% des auteurs. Si les hommes sont le plus souvent tués par un assaillant inconnu, les femmes sont en majorité victimes d'un proche. Quinze pour cent des homicides sont le résultat de violences domestiques, dont 70% des victimes sont des femmes. L'Amérique centrale et l'Afrique australe affichent des taux de 26 à 30 homicides pour 100 000 habitants, soit quatre fois plus que la moyenne mondiale.

Agence France-Presse

Le projet condo-hôtel est bloqué d'urgence

Un proche du crime organisé montréalais serait au nombre des investisseurs s'étant portés acquéreurs du Concorde de Québec

PHILIPPE ORFALI

Un proche du crime organisé montréalais ferait partie du groupe d'investisseurs s'étant porté acquéreur de l'hôtel Le Concorde de Québec la semaine dernière, forçant l'équipe du maire Labeaume à procéder d'urgence à des modifications au règlement de zonage.

Tony Magi, un ex-associé du clan Rizzuto, a été victime en 2008 d'une tentative de meurtre liée au crime organisé. L'homme d'affaires proche de la mafia pourrait figurer parmi les investisseurs anonymes ayant effectué l'achat du Concorde la semaine dernière, a affirmé jeudi l'entourage du maire de Québec.

« Quand ce nom-là est parvenu à nos oreilles par deux sources différentes, c'était suffisamment sérieux pour qu'on n'attende pas et qu'on prenne tout de suite contact avec le contentieux pour voir ce qui pouvait être fait », a déclaré l'attaché de presse du maire, Paul-Christian Nolin.

Zonage modifié

Mardi soir, le conseil municipal a promptement modifié le zonage du terrain où est situé le Concorde afin d'interdire toute transformation du bâtiment en condo-hôtel, ce que souhaite faire le groupe.

L'homme d'affaires Eddy Savoie avait annoncé la semaine dernière la vente de l'hôtel à des in-

vestisseurs québécois, sans fournir davantage de détails sur leur identité. Il avait toutefois précisé que le groupe souhaitait transformer l'édifice en hôtel mixte, offrant à la fois la location de chambres à la nuitée et l'achat de suites privées.

Le propriétaire des Résidences Soleil s'était porté acquéreur de l'emblématique hôtel dans le but d'ajouter le complexe à son réseau de foyers pour personnes âgées. Un projet qui avait été froidement accueilli par le maire Régis Labeaume, qui souhaitait à tout prix conserver la vocation hôtelière du gratte-ciel de la Grande Allée. Loin de se réjouir de la transaction, le maire avait estimé la semaine dernière qu'en revendant son hôtel deux semaines après l'avoir acquis, Eddy Savoie « avait dû faire un million ou deux en pas grand temps » et que c'était « tant mieux pour lui ».

M. Savoie a affirmé jeudi ignorer si le nom de M. Magi figure effectivement dans la liste des acheteurs du Concorde.

En décembre 2009, Nick Rizzuto Jr est mort à quelques pas à peine du siège social de FTM Construction, propriété de Tony Magi. Le nom de l'homme d'affaires a aussi été évoqué devant la commission Charbonneau le mois dernier. Aux prises avec d'importantes difficultés financières, M. Magi aurait cédé le contrôle de son entreprise aux Rizzuto.

Le Devoir

COMMISSION CHARBONNEAU

DJL nie toute forme de collusion

L'ex-président de la firme Sintra a affirmé le contraire plus tôt cette semaine

BRIAN MYLES

La commission Charbonneau est aux prises avec des versions contradictoires sur l'existence d'une entente pour le partage des contrats entre DJL et Sintra, les deux plus gros clients du ministère des Transports (MTQ) parmi les entrepreneurs en construction.

Le président de DJL, Marcel Roireau, a nié toute forme de collusion entre son entreprise et Sintra, jeudi à la commission Charbonneau. « J'ai pas fait de collusion », a-t-il dit à maintes reprises.

M. Roireau a dit une chose et son contraire sur la collusion dans le domaine de l'asphaltage.

A force d'acharnement, le procureur Paul Crépeau a réussi à lui arracher des concessions. M. Roireau a admis que DJL et quelques concurrents s'étaient entendus pour présenter des soumissions avec des marges de 10% en frais d'administration et de 5% en profits.

M^e Crépeau a beaucoup insisté sur la répartition des contrats entre Sintra et DJL. Les deux géants ne se faisaient pas concurrence dans les différentes régions du Québec. « Le marché est déjà sclérosé. En fait, il est mort », a constaté M^e Crépeau.

Le témoin a riposté que DJL n'avait aucun intérêt à ouvrir des usines d'enrobés bitumineux pour concurrencer Sintra dans les régions où son concurrent était en position dominante, au risque d'essuyer des pertes.

Tout au plus a-t-il concédé que des entrepreneurs en asphaltage concluaient parfois des pactes de non-agression. « On

n'est pas pour s'agresser inutilement, a-t-il expliqué. L'objectif, c'était de dire: "On se respecte les uns les autres." »

Contradictions

Lors de son témoignage, l'ex-président de Sintra, Normand Bédard, a reconnu que Sintra et DJL se partageaient les contrats. Il a clairement identifié Marcel Roireau comme un protagoniste dans les stratagèmes de collusion. « Je ne dis pas que c'est faux, je ne dis pas que c'est vrai », a dit M. Roireau au sujet du témoignage de M. Bédard.

Un ancien directeur de Sintra qui collabore avec la police, Gilles Théberge, a aussi confirmé, en mai dernier, qu'il y avait de la collusion entre les principaux entrepreneurs en asphaltage.

Selon M. Théberge, les quatre plus gros entrepreneurs (Simard Beaudry, DJL, Sintra et Beaver Asphalt) se sont entendus entre eux, en 2000, pour fixer le prix plancher des matériaux, établir le volume de production de chaque usine et se répartir les territoires.

M. Théberge a dit qu'il avait été chargé de faire appliquer les modalités de cette entente, avec un vis-à-vis de DJL: nul autre que Marcel Roireau.

De 1997 à 2012, Sintra et DJL ont obtenu des contrats de 1,6 milliard et de 884 millions respectivement, pour un total de 2,5 milliards. Dans le domaine de l'asphaltage seulement, leur part de marché combinée s'élevait à 42%. Sintra a obtenu des contrats d'asphaltage de 868 millions, contre 455 millions pour DJL.

Le Devoir

La Cour suprême dit non à Accurso

La Cour suprême a débouté Tony Accurso, jeudi matin, en refusant d'entendre sa cause. Avec cette décision, l'entrepreneur pourra difficilement éviter un témoignage à la commission Charbonneau. La partie n'est cependant pas gagnée d'avance. Il revient maintenant au juge de la Cour supérieure, Jean-François Buffoni, de statuer sur la requête de Tony Accurso pour faire casser sa citation à comparaître. Une fois cette décision rendue, Accurso pourra se tourner de nouveau devant la Cour d'appel, et même devant la Cour suprême, dans l'espoir d'échapper à une comparution à la commission Charbonneau. La décision rendue jeudi ne fait que priver l'entrepreneur accusé de fraude de ses principaux arguments. Accurso voulait interroger le grand patron de l'UPAC, Robert Lafrenière, afin de connaître l'étendue des enquêtes à son sujet, et démontrer que son témoignage à la commission sera utilisé pour alimenter ces enquêtes. C'est cette porte que la Cour suprême a fermée à double tour.



Échangeur A-20/A-30

FERMETURE COMPLÈTE

Les 12 et 13 avril, Transports Québec procédera à la démolition du pont de l'A-30 est (direction Sorel-Tracy), au-dessus de l'A-20, à Boucherville.

DÈS 20 H 30 LE SAMEDI 12 AVRIL

ENTRAVES MAJEURES

(A) A-30 dans les deux directions à la hauteur de l'A-20

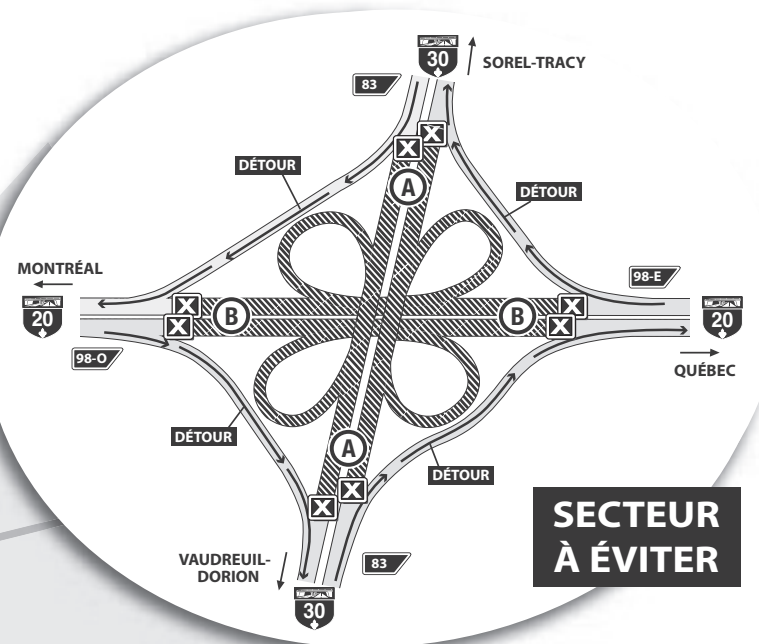
FERMETURE COMPLÈTE

De 20 h 30 samedi à 11 h 30 dimanche

(B) A-20 dans les deux directions à la hauteur de l'A-30

FERMETURE COMPLÈTE

De 20 h 30 samedi à 15 h 30 dimanche



DÉTOUR Les détours seront balisés à l'aide de panneaux de signalisation.

En cas de conditions météorologiques ou des contraintes opérationnelles défavorables, ces interventions pourront être reportées.

MOBILITÉ MONTREAL
CHACUN FAIT PARTIE DE LA SOLUTION

quebec511.info

DES INFRASTRUCTURES POUR TOUS

Québec

ÉCONOMIE

Les moutons noirs rentrent dans le rang

La Grèce a réussi son retour sur le marché de la dette, où l'Irlande, l'Espagne, le Portugal et l'Italie ont du succès



LOUISA GOULIAMAKI AGENCE FRANCE-PRESSE
Le ministre grec des Finances, Yannis Stournaras, a rencontré le journaliste pour dire tout sa satisfaction après le retour réussi de son pays sur le marché de la dette.

ANGÉLINA BOULESTEIX
à Paris

Loin des scénarios les plus pessimistes, les anciens moutons noirs de la zone euro ont fêté le retour ultra-symbolique de la Grèce jeudi par une moisson de records sur le marché de la dette.

Un peu plus de trois ans après le début de la crise de la dette, qui aurait pu prédire que la Grèce pourrait emprunter 3 milliards d'euros à cinq ans avec un rendement inférieur à 5%, en attirant quelque 20 milliards d'euros de demande? Ou encore que le taux d'emprunt à cinq ans de l'Espagne passerait au-dessous de celui des États-Unis? Or depuis un peu plus d'un

an, les pays les plus fragiles de la zone euro, Espagne et Italie en tête, ne cessent d'afficher une santé florissante sur le marché obligataire. Le retour réussi de l'Irlande puis celui du Portugal sur les marchés en début d'année sont venus consolider cette tendance de fond.

Pour ajouter au symbole les taux d'emprunt à dix ans de l'Italie et de l'Irlande ont atteint jeudi des records absolus. «Il y a encore quelque temps, nous n'aurions pas pu imaginer un tel résultat pour la Grèce, la performance est phénoménale», souligne Patrick Jacq, un spécialiste du marché obligataire de BNP

Paribas. «Elle vient confirmer la bonne performance des dettes des pays les plus fragiles de la zone euro qui a commencé à se matérialiser au début de l'année dernière pour l'Espagne et l'Italie, s'est ensuite prolongée avec l'Irlande et le Portugal et dont la Grèce bénéficie aujourd'hui à son tour», complète-t-il.

Les ingrédients du cocktail sont simples: moins de risques du fait de la stabilisation budgétaire ou de l'amélioration économique, des rendements nettement plus attractifs que la dette de référence à 10 ans de l'Allemagne — le fa-

meux «Bund» — et un soutien encore significatif des banques centrales qui favorise avant tout les plus fragiles. «En 2013, ceux qui ont acheté de la dette allemande, ont perdu de l'argent à la fin de l'année», rappelle ainsi M. Jacq.

Recherche de rendement

«Cette situation est assez étonnante, mais elle traduit une recherche de rendement assez exacerbée dans un environnement de taux qui reste très bas», relève également Vincent Chaigneau, responsable de la stratégie obligataire à la Société Générale. «Dans un contexte de marché caractérisé par la recherche de rendement, pour un investisseur», la dette grecque offre un gain «deux fois supérieur à un titre portugais», note aussi Cyril Regnat, un spécialiste du marché obligataire chez Natixis.

Le phénomène est appelé à durer, avec une convergence de plus en plus forte des dettes de ces pays avec les plus solides de la zone euro que sont l'Allemagne et la France, ajoute-t-il, en notant toutefois un «écart encore significatif entre la qualité de crédit de l'Italie et de l'Espagne et celle de la Grèce».

Mais tous s'accordent pour

estimer qu'il est encore trop tôt pour parler d'une sortie de crise, et que les performances actuelles sur le marché obligataire de ces pays, en particulier la Grèce, posent encore énormément de questions. «Nous pouvons nous demander s'il ne s'agit pas d'une forme d'exubérance, dont la Réserve fédérale américaine commence aussi à s'inquiéter» et qui constitue également «un point important du rapport sur la stabilité financière du Fonds monétaire international», observe ainsi M. Chaigneau.

Et de poursuivre: «fondamentalement, cela soulève des questions, car le niveau de la dette grecque reste élevé». «Même s'il n'y a pas de risque majeur à court terme», il y a encore une bataille qui se joue sur la situation économique fondamentale et «il est encore prématuré de dire que la crise est terminée», précise-t-il. «Il y a des signes encourageants, mais il faut maintenant que cela se matérialise et que la croissance reprenne», estime également M. Jacq.

La transmission à l'économie réelle de cet environnement de taux attractif est lente et ne se traduit pas par une forte reprise du crédit, insiste M. Chaigneau. «C'est un pas de plus vers la sortie, résume M. Regnat, mais il y a encore beaucoup de boulot.»

Agence France-Presse

MARCHÉS BOURSISERS

TORONTO		New York		PÉTROLE	
S&P TSX		S&P 500		103,40	
14 308,00	▼ -127,58 -0,9%	1 833,09	▼ -39,09 -2,1%	-0,20 \$US	▼ -0,2%
		NASDAQ		OR	
		4 054,11	▼ -129,79 -3,1%	1320,50	+14,60 \$US +1,1%
		DOW JONES		DOLLAR CANADIEN	
		16 170,22	▼ -266,96 -1,6%	91,50	-0,48 \$US -0,5%
				1 \$US = 1,0929\$	
				65,90	-0,48 EURO
					1 EURO = 1,5175

Titre	Symbole	Fermature	Variation (\$)	Variation (%)	Volume (000)
-------	---------	-----------	----------------	---------------	--------------

LES INSDICES DE LA BOURSE DE TORONTO

S&P TSX	SPTT14308,00	-127,58	-0,88	209550	
S&P TX20	TX20	667,90	-4,09	-0,61	91521
S&P TX60	TX60	816,03	-7,67	-0,93	84198
S&P TX60 Cap.	TX6C	902,37	-8,48	-0,93	84198
Cons. de base	TTCS	317,44	-2,91	-0,91	4128
Cons. discrét.	TTCD	141,03	-1,49	-1,05	6723
Énergie	TTEN	304,54	-0,39	-0,13	52666
Finance	TTFS	234,57	-2,51	-1,06	16963
Aurifère	TTGD	186,31	-2,74	-1,45	77882
Santé	TTHC	86,16	-2,99	-3,35	1836
Tech. de l'info	TTTK	36,98	-0,90	-2,38	4648
Industrie	TTIN	164,66	-2,15	-1,29	12945
Matériaux	TTMT	245,21	-3,38	-1,36	91948
Immobilier	TTRE	247,10	-0,35	-0,14	4238
Télécoms	TTTS	119,44	-0,74	-0,62	3010
Sev. collect.	TTUT	222,14	-0,07	-0,03	4501
Métaux/minerals	TTMN	815,93	-6,21	-0,76	15373

TSX CROISSANCE

TSX Venture	JX	993,69	-9,68	-0,96	60066
-------------	----	--------	-------	-------	-------

ENTREPRISES DE CONSOMMATION DISCRÉTIONNAIRE

Alim. Couche-Tard	ATD.B	88,79	-1,15	-1,28	293
Canadian-Tire	CTC.A	107,29	-0,94	-0,87	191
Cogeco	CCA	60,80	2,80	4,83	237
Corus	CJR.B	23,98	-0,01	-0,04	249
Groupe TVA	TVA.B	8,95	-0,02	-0,22	1
Jean Coutu	PJC.A	22,03	-0,02	-0,09	226
Loblav	L	46,00	-0,45	-0,97	2205
Magna	MG	106,44	-2,31	-2,12	1039
Metro	MRU	64,00	-0,33	-0,51	311
Quebecor	QBR.B	26,74	-0,14	-0,52	536
Rona	RON	11,40	-0,14	-1,21	138
Saputo	SAP	55,39	-0,93	-1,65	172
Shaw	SJR.B	26,58	0,14	0,53	987
Shoppers Drug Mart	SC	60,83	0,00	0,00	0
Tim Hortons	THI	60,06	-0,27	-0,45	386
Transat A.T.	TRZ.B	8,68	0,48	5,85	115
Yellow Media	Y	24,76	-0,11	-0,44	22

ÉNERGIE

Cameco	CCO	25,31	-0,31	-1,21	1101
Canadian Natural	CNQ	44,01	-0,04	-0,09	2028
Canadian Oil Sands	COS	22,94	-0,18	-0,78	1483
Enbridge	ENB	51,06	0,11	0,22	1001
EnCana	ECA	24,49	0,04	0,16	1951
Enerplus	ERF	22,94	0,04	0,17	573
Pengrowth Energy	PGF	6,82	-0,01	-0,15	569
Pétrolière Impériale	IMO	51,71	-0,18	-0,35	751
Suncor Energy	SU	39,70	0,08	0,20	2419
Talisman Energy	TLM	11,32	0,03	0,27	2423
TransCanada	TRP	51,19	0,33	0,65	1121
Valencor	VNR	15,57	-0,02	-0,13	23

FINANCIÈRES

B. CIBC	CM	95,48	-0,40	-0,42	746
B. de Montréal	BMO	74,98	-0,38	-0,50	1048
B. Laurentienne	LB	47,49	0,26	0,55	54
B. Nationale	NA	45,23	-0,50	-1,09	764
B. Royale	RY	72,85	-0,40	-0,55	2000
B. Scotia	BNS	64,26	-0,66	-1,02	1307
B. TD	TD	51,00	-0,80	-1,54	2267
Brookfield Asset	BAM.A	44,84	-0,30	-0,66	601
Cominar Real	CUF.UN	18,71	0,07	0,38	187
Corp. Fin. Power	PWF	33,73	-0,35	-1,03	380
Fin. Manuvie	MFC	20,29	-0,56	-2,69	3109
Fin. Sun Life	SLF	36,51	-0,50	-1,35	1314
Great-West Life	GW	30,00	-0,13	-0,43	504
Industrielle All.	IAG	43,82	-1,31	-2,90	205
Power Corporation	POW	30,12	-0,34	-1,12	626
TMX	X	55,17	-0,06	-0,11	15

INDUSTRIELLES

Air Canada	AC.B	7,30	-0,17	-2,28	2875
Bombardier	BBD.B	4,00	-0,05	-1,23	3888
CAE	CAE	14,67	0,03	0,20	793
Canadien Pacifique	CP	158,74	-3,33	-2,05	388
Chemin de fer CN	CNR	60,34	-0,58	-0,95	1455
SNC-Lavalin	SNC	47,19	-0,59	-1,23	312
Transcontinental	TCLA	15,98	0,19	1,20	156
TransForce	TFI	23,81	-0,48	-1,98	180

ENTREPRISES DE MATÉRIAU

Agrim	AGU	101,25	-1,17	-1,14	260
Barrick Gold	ABX	20,54	-0,06	-0,29	3474
Goldcorp	G	26,84	-1,00	-3,59	4728
Kinross Gold	K	4,62	-0,04	-0,86	2629
Mines Agnico-Eagle	AEM	34,32	0,16	0,47	825
Potash	POT	36,82	-0,37	-0,99	1444
Teck Resources	TCK.B	24,75	-0,54	-2,14	1886

SERVICES PUBLICS

Fortis	FTS	31,99	0,05	0,16	558
TransAlta	TA	13,19	0,27	2,09	1448

TECHNOLOGIE

BlackBerry	BB	8,38	-0,28	-3,23	2315
CGI	GIB.A	35,00	-0,94	-2,62	867

TÉLÉCOMMUNICATIONS

BCE	BCE	48,07	-0,18	-0,37	1022
Bell Aliant	BA	26,70	-0,04	-0,15	179
Rogers	RCL.B	44,96	-0,06	-0,13	684
Telus	T	38,21	-0,61	-1,57	991

FONDS NÉGOCIÉS EN BOURSE

iShares DEX	XBB	30,53	0,02	0,07	39
iShares MSCI	XEM	25,90	0,17	0,66	3
iShares MSCI EMU	EZU	41,98	-0,92	-2,14	4570
iShares S&P 500	XSP	21,11	-0,43	-2,00	442
iShares S&P/TSX	XIC	22,61	-0,21	-0,92	53

LES PLUS ACTIFS DE LA BOURSE DE TORONTO

OSISKO MINING CORP	OSK	7,58	0,03	0,40	33080
YAMANA RES INC	YRI	9,44	-0,16	-1,67	7303
CREW ENERGY INC	CR	11,55	1,57	15,73	6399
LUNDIN MINING CORP	LUN	5,29	0,02	0,38	6064
FORTIS INC	FTS.IR	35,69	-0,31	-0,86	6059
GOLDCORP INC	G	26,84	-1,00	-3,59	4728
HB NYMEX NG BEAR	HND	5,32	-0,15	-2,74	4537
iShares S&P TSX 60	XIU	20,51	-0,22	-1,06	4316
LONG RUN	LRE	5,30	-0,35	-6,19	3871
BARRICK GOLD CORP	ABX	20,54	-0,06	-0,29	3474

LES GAGNANTS EN %

CREW ENERGY INC	CR	11,55	1,57	15,73	6399
HORIZONS BETAPRO	HVU	6,91	0,74	11,99	2016
PAINTED PONY	PPY	10,39	0,87	9,14	1516
HIGH ARTIC ENERGY	HWO	5,30	0,35	7,07	466
CONCORDIA HEALTH	CXR	19,60	1,11	6,00	500
HB NDQ 100 BEAR	HQD	8,78	0,49	5,91	145
TRANSAT AT INC CL	TRZ.B	8,68	0,48	5,85	115
ADVANTAGE OIL & GAS	AAV	5,96	0,29	5,11	2026
COGECO CABLE INC	CCA	60,80	2,80	4,83	237
LIGHTSTREAM	LTS	6,28	0,21	3,46	1199

LES PERDANTS EN %

TEKIRA	TKM	21,53	-2,17	-9,16	136
LONG RUN	LRE	5,30	-0,35	-6,19	3871
CATAMARAN CORP	CCT	43,05	-2,61	-5,72	1069
SIERRA WIRELESS	SW	23,00	-1,28	-5,27	100
BANKERS PETROLEUM	BNK	5,50	-0,25	-4,35	2262
HB S&P 500 BULL	HSU	24,75	-1,07	-4,14	175
CANFOR CORP	CFP	24,54	-0,99	-3,88	656
VALEANT	VRX	135,36	-5,29	-3,76	617
GOLDCORP INC	G	26,84	-1,00	-3,59	4728
PRECISION DRILLING	PD	13,06	-0,48	-3,55	1094

LES GAGNANTS EN \$

COGECO CABLE INC	CCA	60,80	2,80	4,83	237
CREW ENERGY INC	CR	11,55	1,57	15,73	6399
CONCORDIA HEALTH	CXR	19,60	1,11	6,00	500
PAINTED PONY	PPY	10,39	0,87	9,14	1516
HORIZONS BETAPRO	HVU	6,91	0,74	11,99	2016
PARAMOUNT RES LTD	PRU	52,55	0,65	1,25	361
KEYERA CORP	KEY	69,95	0,57	0,82	131
HB NDQ 100 BEAR	HQD	8,78	0,49	5,91	145
TRANSAT AT INC CL	TRZ.B	8,68	0,48	5,85	115
HB NYMEX NG BULL	HNU	16,86	0,46	2,80	913

LES PERDANTS EN \$

VALEANT	VRX	135,36	-5,29	-3,76	617
CANADIAN PACIFIC	CP	158,74	-3,33	-2,05	425
DOLLARAMA INC	DOL	89,90	-3,07	-3,30	427
CATAMARAN CORP	CCT	43,05	-2,61	-5,72	1069
MAGNA INTL INC	MG	106,44	-2,31	-2,12	1099
TEKIRA	TKM	21,53	-2,17	-9,16	136
STANTEC INC	STN	65,32	-1,63	-2,43	148
METHANEX CORP	MX	71,84	-1,56	-2,13	314
WEST FRASER TIMBER	WFT	48,23	-1,40	-2,82	497
INDUSTRIAL	IAG	43,82	-1,31	-2,90	205

Consultez toutes les cotes boursières sur www.decisionplus.com

INDICES QUÉBÉCOIS				
Indice	Fermature	var. pts	var. %	
IQ30	1854,83	-19,38	-1,03	

ÉCONOMIE

Le gouvernement doit rétablir la confiance, dit le patron de la Banque Nationale

Calgary — Le nouveau gouvernement libéral du Québec devra faire des efforts pour rétablir la confiance et accélérer la croissance économique de la province afin qu'elle rejoigne la moyenne canadienne, a estimé jeudi le chef de la direction de la Banque Nationale, Louis Vachon.

M. Vachon s'exprimait ainsi à l'occasion de la première assemblée des actionnaires de la banque montréalaise dans l'Ouest canadien. Ce n'était que la deuxième fois que cet événement avait lieu à l'extérieur du Québec.

Le passage à Calgary de la haute direction de la sixième plus grande banque du pays visait à accroître sa visibilité dans l'Ouest, où elle est de plus en plus présente, particulièrement dans le secteur de l'énergie.

Le grand patron de la Nationale a rappelé aux actionnaires que la croissance économique du Québec avait subi l'impact, ces deux dernières années, de la commission d'enquête publique sur l'industrie de la construction, de la crise étudiante, du débat sur les redevances des minières et de la charte des valeurs proposée par le Parti québécois.

Conséquemment, M. Vachon croit que le gouvernement devrait prioriser le rétablissement d'un « climat de confiance » qui favorisera l'investissement et éliminera l'écart de croissance qui existe avec le reste du Canada.

Selon M. Vachon, la province fait de vrais efforts pour s'attaquer à son problème de déficit. Le chef de la Nationale a en outre encouragé la communauté d'affaires canadienne à étudier d'un œil favorable la possibilité d'investir au Québec ou de créer des partenariats avec la plus grande banque du Québec.

Il s'est aussi dit prudemment optimiste au sujet des économies canadiennes, américaine et mondiale pour l'année en cours, ajoutant que la faiblesse du dollar canadien devrait accélérer la croissance au profit de l'Ontario et du Québec. Et même si le fort niveau d'endettement des Canadiens reste une inquiétude, M. Vachon affirme que la banque n'est pas trop inquiète de son impact sur la croissance économique.

La Presse canadienne

eBay : accord avec Icahn

New York — Le distributeur en ligne américain eBay a annoncé jeudi avoir trouvé un accord avec l'investisseur Carl Icahn, qui a accepté de retirer sa demande d'une séparation de la filiale de paiements PayPal. Les deux parties se sont finalement entendues sur la nomination d'un nouveau membre indépendant pour le conseil d'administration d'eBay, David Dorman. eBay et Carl Icahn ont aussi accepté de dialoguer à l'avenir. Le milliardaire a signé un accord de confidentialité portant sur les informations non publiques dont des dirigeants d'eBay pourraient lui parler, et eBay s'est engagé de son côté à ne pas les empêcher de le faire.

Agence France-Presse

Postmedia : perte nette de 25,3 millions

Toronto — Postmedia Network Canada, l'entreprise qui possède notamment le National Post, Ottawa Citizen et Montreal Gazette, a subi une perte nette de 25,3 millions, ou 63 ¢ par action, au deuxième trimestre. Il s'agit d'une perte supérieure à celle de 15,8 millions, ou 39 ¢ par action, encaissée par l'entreprise torontoise lors du trimestre équivalent il y a un an. Les revenus de Postmedia ont été de 162,5 millions, en baisse de 9,1%. La majeure partie du déclin est imputable au recul des ventes des publicités imprimées — en phase avec la tendance qui affecte le secteur des journaux depuis plusieurs années.

La Presse canadienne

La réponse de Goldcorp n'a pas tardé

La minière de Vancouver bonifie son offre aux actionnaires d'Osisko

GÉRARD BÉRUBÉ

Osisko n'y croyait pas. Goldcorp a fait fi de l'analyse de sa proie pour déposer jeudi une offre bonifiée valorisant désormais Osisko et son principal actif aurifère à Malarctic à 3,6 milliards.

Osisko a multiplié les interventions en début de semaine auprès des médias d'affaires torontoises pour soutenir que Goldcorp, aux prises avec ses propres « problèmes internes », ne répliquerait pas à l'offre amicale de la torontoise Yamana Gold, qui accorde une valeur de 7,60 \$ à l'action. Se présentant dans un rôle de chevalier blanc, Yamana, appuyée par la Caisse de dépôt et l'Office d'investissement du Régime de pensions du Canada, se retrouve au cœur d'une transaction qui valorise Osisko à 3,4 milliards et qui garantit le maintien du siège social de l'entreprise à Montréal. L'offre initiale de Goldcorp, non sollicitée, proposait l'équivalent de 6,30 \$ l'action d'Osisko dans le cadre d'un montage proposant une portion comptant et une portion action de Goldcorp.

Mais la réplique est venue jeudi. Dans sa proposition majorée, Goldcorp valorise désormais l'action d'Osisko à 7,65 \$, pour une contrepartie globale estimée à 3,6 milliards. « Les actionnaires d'Osisko qui déposeront leurs actions à la suite de l'offre auront le droit de recevoir 0,17 d'une action ordinaire de Goldcorp ainsi qu'une



VINCENT ELKAIM LA PRESSE CANADIENNE
Le président de Goldcorp, Chuck Jeannes

majoration de la partie au comptant [...] pour un total s'élevant à 2,92 \$», peut-on lire dans le communiqué. L'offre bonifiée est désormais conditionnelle au dépôt de 50,1% ou plus des actions en circulation. Goldcorp estime que son offre est supérieure, tant en valeur absolue que pour sa portion au comptant, et moins complexe que celle de Yamana.

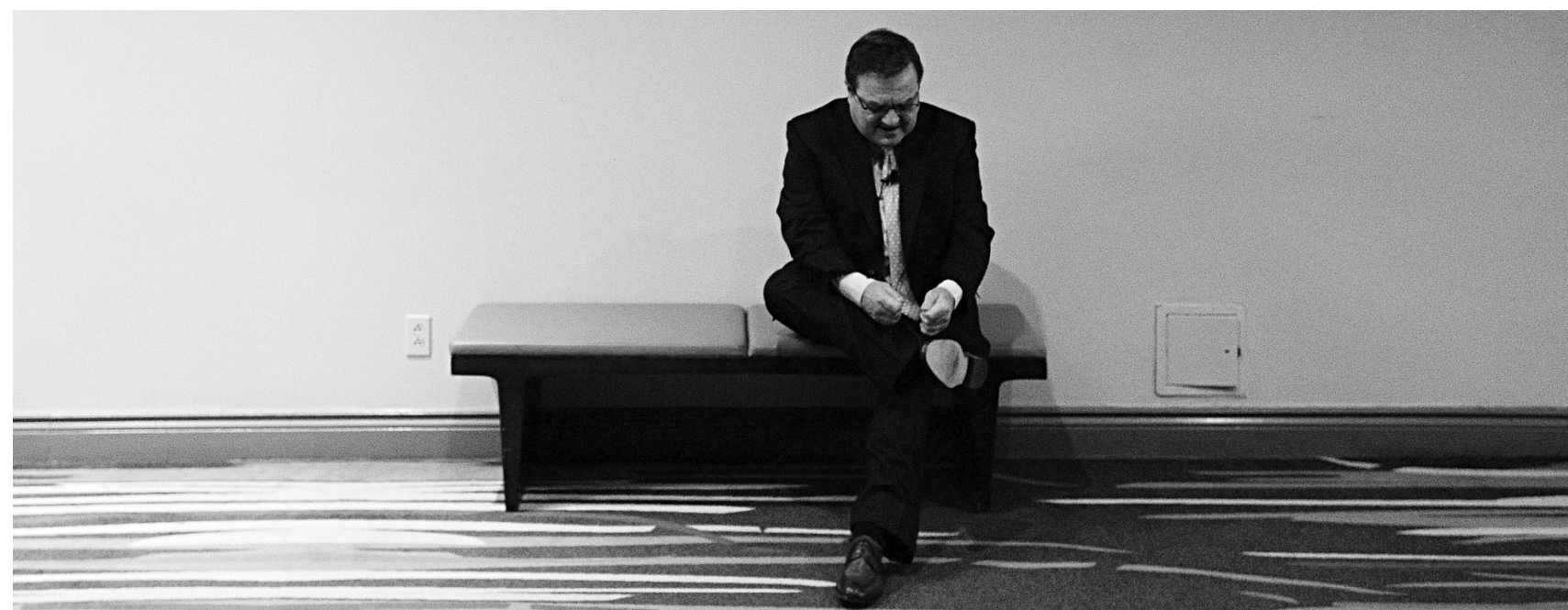
Dans le cadre de son offre, Yamana propose d'acquérir 50% de l'actif minier d'Osisko en contrepartie de 2,19 \$ en espèces, de 0,21 action de Yamana et d'une nouvelle action

d'Osisko. Elle requiert l'approbation des deux tiers des actionnaires et détenteurs d'options d'Osisko.

« La vérification diligente que nous avons faite récemment confirme le mérite technique et financier de notre décision d'acquérir Osisko », a déclaré Chuck Jeannes, président et chef de la direction de Goldcorp. « L'offre majorée de Goldcorp représente une offre directe et supérieure pour les actionnaires d'Osisko, tout en assurant un accroissement des paramètres d'importance par action pour les actionnaires de Goldcorp. Les actionnaires d'Osisko continueront de bénéficier d'une exposition continue à un intérêt consolidé et non grevé dans la mine d'or de Canadian Malarctic et bénéficieront de la croissance du portefeuille d'actif de classe mondiale de Goldcorp », a-t-elle souligné.

Dans sa réponse laconique, Osisko a souligné qu'elle allait prendre connaissance « de l'annonce publiée par Goldcorp sur son intention d'amender son offre hostile [...], notamment en ce qui concerne la date d'expiration, l'augmentation de la contrepartie en espèces et la condition de dépôt minimum. Le conseil d'administration d'Osisko étudiera cette annonce. La société ne fera pas de commentaires ni ne spéculera sur les mesures qu'elle pourrait prendre dans l'avenir, avant d'avoir complété son examen ».

Le Devoir



FRED CHARTRAND LA PRESSE CANADIENNE

Jim Flaherty, que l'on voit ici lacer ses souliers avant d'expliquer à un auditoire son budget de février 2014, est décédé subitement jeudi.

Jim Flaherty, la santé financière du pays avant la sienne

KARL RETTINO-PARAZELLI

Le décès subit de l'ex-ministre des Finances du Canada, Jim Flaherty, a suscité jeudi des avis divergents au sujet de son héritage politique. Certains retiendront la détermination dont il a fait preuve pour braver la crise financière, tandis que d'autres se souviendront surtout d'un « bon soldat » conservateur aux choix politiques parfois controversés.

Le successeur de Jim Flaherty aux Finances, Joe Oliver, n'a pas tardé à lui rendre hommage, le décrivant comme « un homme honorable, dévoué et exceptionnel qui aimait son pays ». « Au cours de sa longue carrière publique, M. Flaherty a contribué de manière incalculable à la croissance économique et à la prospérité du Canada », a-t-il ajouté.

L'ancien gouverneur de la Banque du Canada, Mark Carney, aujourd'hui à la tête de la Banque d'Angleterre, a parlé du politicien comme d'un collègue et d'un ami. « Je me rappelle particulièrement la rencontre du G7 organisée à Iqaluit [en 2010] lors de la récession. Le Canada s'est tenu debout devant la planète en raison de sa santé économique et financière », s'est-il souvenu.

La Fédération canadienne des municipalités s'est quant à elle dite attristée par le décès soudain « d'un des ministres des Finances du Canada les plus respectés ». « Nous nous souviendrons de lui pour avoir mis en place un partenariat fédéral-municipal sans précédent qui bénéficiera aux villes et aux collectivités pendant de nombreuses années à venir », a affirmé son président, Claude Dauphin.

Le départ du grand argentier fédéral a également eu des échos au Québec. « Nous perdons aujourd'hui un homme qui, durant ses huit années à la tête du ministère fédéral des Finances, a accompli avec détermination, vision et engagement un travail remarquable et a significativement contribué à faire sortir le Canada de la crise économique », a déclaré par voie de communiqué la p.-d.g. de la Fédération des chambres de commerce du Québec, Françoise Bertrand.

Le président du Conseil du patronat du Québec, Yves-Thomas Dorval, a lui aussi salué le travail accompli par M. Flaherty lorsque la tempête financière faisait rage. « Ses budgets responsables ont réussi à nous faire passer à travers la crise de façon moins éprouvante que dans d'autres pays du G7, tout en maintenant une fiscalité globale plus compétitive pour les entreprises et pour les citoyens », a-t-il souligné.

« La communauté d'affaires de la métropole est aujourd'hui en deuil d'un Montréalais qui a longtemps contribué au développement économique et à la prospérité du Canada », a affirmé le président de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, Michel Leblanc, au sujet du politicien né à Lachine en 1949 avant de faire carrière en Ontario.

« Pas aussi grandiose »

M. Flaherty a fait du « bon travail », juge l'économiste et fellow associé au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations (CIRANO), Jean-Pierre Aubry, mais « il n'a pas été aussi grandiose que certains peuvent le dire ».

« Il n'a pas vu venir ni la crise financière, ni

l'ampleur de la récession, ni la lenteur de la reprise économique. Il a réagi aux événements », fait remarquer celui qui a œuvré pendant 30 ans à la Banque du Canada.

L'économiste juge que M. Flaherty a été un « bon soldat » conservateur qui a réussi à réduire comme il le voulait la taille de l'Etat et qui laisse aujourd'hui le Canada dans une « bonne santé financière ». Il rappelle toutefois que les conservateurs ont fait fondre le surplus qu'ils ont hérité des libéraux à leur arrivée au pouvoir en 2006 en accordant des baisses d'impôt, les obligeant à freiner les dépenses par la suite. « On ne sait pas si les coupes effectuées par le gouvernement vont être bénéfiques pour le pays à long terme », conclut-il.

Avocat de formation, Jim Flaherty occupait le poste de ministre des Finances depuis 2006 et a déposé son dixième et dernier budget en février dernier. Il a annoncé sa démission le 18 mars, conservant à ce moment son siège de député.

On lui doit notamment la réduction de l'impôt des sociétés et la mise sur pied des comptes d'épargne libre d'impôt (CELL). Ses sept budgets déficitaires auront ajouté 161 milliards de dollars à la dette du pays.

Son départ a coïncidé avec un désaccord récent avec le premier ministre Stephen Harper au sujet du fractionnement du revenu des familles, une politique chère aux conservateurs. M. Flaherty avait mis en doute la pertinence d'une telle mesure qui favoriserait les plus riches, selon de nombreuses études.

Le Devoir

LOTO QUÉBEC

Résultats des tirages du : 2014-04-09

649 08 12 20 17 compl. 22 24 28 01 compl. 31 32 38

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

1 LOT GARANTI DE 1 000 000 \$ (Numéro complet non décomposable) 95405752-01 Extra 5569176

MaxCe soir, 15 MILLIONS \$ (approx.)

En cas de départ entre cette liste et la liste officielle de Loto-Québec, cette dernière a priorité.

Sophie DOWNS

Membre O.P.Q. et R.C.P.O.S.S.

Psychologue clinicienne

ADULTES · COUPLES

25 ANS D'EXPÉRIENCE

514-861-0630

VIEUX-MONTRÉAL

Congédié ?

Voyez

François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

ÉDITORIAL

MARQUES DE COMMERCE

Touchez à la loi 101

Philippe Couillard a eu beau affirmer pendant la campagne que sur le plan linguistique, le Québec a atteint l'«équilibre», de récentes décisions juridiques, dont le dernier jugement de la Cour supérieure sur la question de l'affichage des marques de commerce, devraient amener à reconsidérer cette conclusion. Et à légiférer, comme le suggère la Cour, afin de moderniser la Charte de la langue française.

Le jugement de la Cour supérieure en matière d'affichage des marques de commerce est tombé le 9 avril. Les esprits sceptiques ou portés sur les théories du complot l'auront remarqué: c'est deux jours après le scrutin. La date avait été fixée depuis longtemps, répondra-t-on. N'empêche, le contenu du jugement aurait sans doute attiré l'attention en pleine campagne électorale québécoise, où Philippe Couillard n'a montré aucune sensibilité à l'égard de l'importance du français (il s'en est même excusé quelques heures avant l'élection). Ce jugement déclare en effet que les entreprises dont la marque de commerce est enregistrée uniquement dans une autre langue que le français peuvent l'afficher seule. Ainsi, Best Buy, Costco Wholesale, Gap, Guess?, Wal-Mart, Toys 'R'us et Curves ont réussi à faire déclarer légale leur pratique de n'afficher que des mots anglais au fronton de leurs magasins.



ANTOINE ROBITAILLE

Il faut dire que pendant plusieurs années, l'Office de la langue française a toléré cette pratique. C'est en 2011, devant la multiplication des cas, qu'il a, de manière légitime, tenté la sensibilisation; puis a conclu qu'il lui fallait sanctionner certains commerces. Plusieurs entreprises fautives ont alors montré de la bonne volonté. Exemples: Second Cup a ajouté le générique «Les cafés» sur ses affiches. D'autres chaînes ont choisi, en guise de générique, un slogan permanent: «Michaels» ne se présentant jamais sans «tout pour vos projets créatifs». Target? «Trouvez mieux, payez moins». Selon des sources, même Best Buy a failli s'entendre avec l'OQLF, mais le Conseil canadien du commerce de détail l'a finalement convaincu de se joindre à sa croisade...

De nombreux observateurs ricaneront encore devant ce travail de l'OQLF. De nos jours, tout ce qu'il exige pour préserver le caractère français du Québec leur apparaît risible. Se prétendant très cosmopolites et «ouverts à la diversité» (bref, à l'uniformité anglophone!), ils résumant l'ensemble de ces protections à l'épisode déplorable du «pastagate». Bien sûr, l'avenir du français au Québec ne tient pas aux généralités que l'on réussira ou non à imposer devant des noms de magasin. Il reste que le français langue minoritaire sur ce continent a besoin d'un ensemble de mesures (dont celle des génériques) afin de se maintenir en cette ère mondialisée.

La Cour supérieure, dans le cas qui nous occupe, conclut que la tolérance dont a fait preuve l'OQLF pendant des années confirme une certaine interprétation des grands magasins. Ce n'est pas «au Tribunal qu'il revient de changer maintenant le cours des choses par la magie d'un jugement déclaratoire», écrit-elle pertinemment. Non, «c'est au législateur québécois qu'il appartient de montrer la voie s'il estime que le visage linguistique français du Québec souffre d'une vague [...] de marques de commerce de langue anglaise dans l'affichage public».

Cette déferlante est indéniable, d'une part. D'autre part, que des marques de commerce ne s'affichent qu'en anglais viole l'esprit de «l'équilibre» établi en 1993 par Claude Ryan et le Parti libéral; en somme, la notion de «nette prédominance» du français. Et c'est pourquoi les libéraux aujourd'hui au pouvoir devraient regarder la nouvelle donne linguistique et resserrer la loi 101 en ces matières.

ÉLECTION PRÉSIDENTIELLE EN ALGÉRIE

Ubu règne

À notre époque dite postmoderne (sic), il fallait bien qu'un jour nous soyons témoins d'une élection commandant le qualificatif d'ubuesque. En Algérie, ces jours-ci, c'est ce qui se passe, se constate. En effet, tous les travers que l'on prête à la lignée des rois Ubu sont rassemblés et observés aux quatre coins cardinaux de ce pays au demeurant riche. On a des doutes? C'est...

C'est bien simple, le président sortant et candidat pour un quatrième mandat, Abdelaziz Bouteflika, étant trop fragile pour battre la campagne ou animer des assemblées, il a été remplacé par sept personnalités. Soit trois anciens premiers ministres, deux ministres, le président du Conseil de la nation ainsi que le secrétaire général du Front de libération nationale (FLN), premier parti de ce pays. Bref, absent de la scène politique pour cause d'accident vasculaire cérébral depuis des mois et des mois, Bouteflika va être également un président absent, car il sera certainement réélu le 17 avril prochain.

Comme il est attendu que cet homme de 77 ans fera d'autres séjours, et des longs, à l'Hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, soit l'hôpital militaire de l'ex-colonisateur, la clique dirigeante a décidé la création d'un nouveau poste: «super-chef de gouvernement». Sur papier, on précise évidemment que le super-chef en question sera là pour secondier le président. En fait, il sera là pour remplacer et maintenir en l'état tous les mécanismes de la fraude, de la magouille, du pillage des ressources naturelles, sans oublier le gavage des comptes ouverts en Suisse et autres paradis fiscaux.

Ubuesque, cette campagne l'est aussi par le recours singulier et massif aux réseaux sociaux, YouTube et autres. Bouteflika ayant été ramené à une ombre du FLN, ses participants militent pour sa réélection en multipliant l'envoi de vidéos sur le Net. Quand l'un vante une meilleure distribution de l'eau grâce à Bouteflika, ceux qui contestent jusqu'à sa candidature noient ce message par une quantité de vidéos conçues à l'enseigne de l'extrême dérision.

Pour barrer la route à Bouteflika, ses opposants misent surtout et avant tout sur Ali Benflis, qui fut son premier ministre lors du premier mandat. De tous les candidats, on dit qu'il est le plus crédible. Le hic, c'est que tout un chacun parie que la fraude sera aussi ample que lors du scrutin antérieur auquel, c'est à noter, Bouteflika s'était présenté après avoir charcuté une constitution qui limitait à deux le nombre de mandats présidentiels. Le mot de la fin? Il appartient à l'homme de la rue: «Même si Obama était élu président de l'Algérie, rien ne changerait...»

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910 > FAIS CE QUE DOIS !

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX
Rédactrice en chef JOSÉE BOILEAU
Vice-présidente, développement CHRISTIANNE BENJAMIN
Vice-présidente, ventes publicitaires LISE MILLETTE
Directeur des finances STÉPHANE ROGER
Directrice de l'information MARIE-ANDRÉE CHOUINARD
Adjoints PAUL CAUCHON, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU, DOMINIQUE RENY, LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY
Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET
Directeur de la production CHRISTIAN GOULET



L E T T R E S

L'avenir du mouvement souverainiste

Dans *Le Devoir* du 9 avril, Louise Beaudouin et Gérard Bouchard, comme d'autres commentateurs à l'humeur chargée, estiment que le mouvement souverainiste est moribond; leur diagnostic est rapide et catastrophiste. Les Québécois n'ont pas rejeté la souveraineté à ce scrutin. Durant l'ère Charest, tout comme pendant l'intervalle de 18 mois pendant lequel le Parti québécois était au pouvoir, le PQ et Québec solidaire n'ont jamais fait la promotion de la souveraineté et n'ont jamais expliqué quels étaient les bienfaits qu'elle pouvait apporter à la société québécoise. Comment peut-on penser que les Québécois adhéreront à une idée dont on ne leur parle jamais? Dans ce contexte, il est certain que la profession de foi souverainiste de Pierre Karl Péladeau a pu effaroucher les électeurs: pour bien des Québécois, la souveraineté est un concept très abstrait, voire inquiétant.

Le Parti québécois a maintenant quatre ans pour promouvoir la souveraineté, pour montrer aux Québécois qu'elle est la meilleure façon d'assurer la vitalité économique et culturelle du Québec. Le PQ doit, en outre, réunir tous les souverainistes, qu'ils soient de droite ou de gauche, comme René Lévesque l'avait fait, en 1968, en réunissant en un seul parti trois partis indépendantistes distincts et dont les positions sur l'axe gauche-droite étaient fort différentes. Il est indubitable que le PQ doit fusionner avec Option nationale, un parti où se retrouvent des promoteurs enthousiastes de l'idée d'indépendance; Option nationale regroupée, en outre, de jeunes souverainistes qui donneraient un vent de fraîcheur à un Parti québécois de plus en plus vieillissant. Quant à Québec solidaire, il est à souhaiter que ses membres acceptent de faire des compromis avec les éléments plus à droite du PQ, si-

non on ne pourra plus sérieusement considérer que ce parti désire réaliser la souveraineté. Le parti né de la fusion de Québec solidaire, du Parti québécois et d'Option nationale pourrait être rebaptisé. Peu importe. Une chose est certaine, il est impérieux que les souverainistes s'unissent.

Nicolas Bourdon
Professeur au collège de Bois-de-Boulogne
Le 9 avril 2014

Aux défaitistes

À chaque défaite du Parti québécois, on nous sert la même rengaine: l'indépendance se meurt, il faut changer le programme du parti, la question nationale n'intéresse qu'une seule génération, et bien d'autres jérémiades du même style. En fait, l'indépendance est une idée qui transcende les générations, et aucun peuple n'y a renoncé après l'avoir acquise. C'est ça, la force du mouvement indépendantiste. D'ailleurs, le PQ devrait en prendre bonne note, car il mange une volée chaque fois qu'il s'éloigne de sa raison d'être.

Au lieu de pleurnicher, préparons-nous pour la prochaine élection. Se préparer, ça ne veut pas dire se présenter comme une option de gouvernance provinciale, cracher honteusement sur une idée noble en répétant à qui mieux mieux qu'il n'y aura pas de référendum, ni proposer d'écrire un livre blanc ou vert fluo une fois au pouvoir. Ces stratégies n'ont pas d'avenir, c'est maintenant démontré. Il faut se préparer à l'action dès maintenant, bâtir de solides alliances entre les formations souverainistes, avoir du cran et une attitude décomplexée, et unir les Québécois autour d'un programme de pays réaliste et emballant.

En fait, nous avons la partie facile, car tous les arguments penchent en faveur de l'indépendance. Pensons à notre langue, à notre culture, à notre développement économique, au financement de nos services publics, à la gestion de nos ressources naturelles, à notre rôle sur la scène interna-

tionale. Ces enjeux que certains aiment appeler «les vraies affaires» sont nombreux: il y en a pour tous les goûts. Or tous, sans exception, seront mieux servis dans un Québec qui vote l'ensemble de ses lois, perçoit tous ses impôts et signe lui-même les traités internationaux qui le lient aux autres peuples de la Terre.

L'indépendance du Québec est à portée de main: il suffirait que deux personnes indépendantistes en convainquent une troisième qui hésite encore. Quand on y pense, le gros du chemin est déjà parcouru. Si vous êtes malgré tout pessimiste, passez le flambeau. Mais de grâce, gardez vos états d'âme pour vous. Cela dit, le mieux est que vous vous rendiez utile: quatre ans, c'est largement suffisant pour convaincre votre voisin que le Québec a tout à gagner de décider lui-même de son avenir.

Antoine La Grenade
Professeur d'économie et de mathématiques au collège Champlain St-Lawrence
Québec, le 9 avril 2014

Manon Massé: peut-être pas curé, mais...

L'article paru dans *Le Devoir* ce matin [9 avril 2014] m'a permis de mieux connaître Manon Massé, cette troisième élue de Québec solidaire. Enfant, elle rêvait d'être curé. Malgré ce rêve brisé, il m'apparaît évident qu'elle vit à l'image de Jésus. Elle ne se couvre pas d'or et d'habits dignes des rois, elle accueille les exclus, les démunis, les plus petits et les rejetés de la société. Elle aime bien les uns et les autres, et je mettrai ma main au feu qu'elle aime aussi ses ennemis. Face aux insultes et aux provocations, elle tend l'autre joue. Manon Massé n'a peut-être pas accès au statut qu'on réserve aux curés, mais... elle est un modèle pour plusieurs d'entre nous, et d'entre eux!

Claude Normand
Gatineau, le 9 avril 2014

L I B R E O P I N I O N

Pour une promotion plus noble du fédéralisme

CAMERON AHMAD

Président pour le Québec des Jeunes libéraux du Canada

PIERRE-OLIVIER HERBERT

Vice-président aux communications

Une victoire majoritaire du Parti libéral du Québec offrira certainement un peu de répit aux Québécois favorables à l'unité canadienne. Il ne faut toutefois pas prendre cette élection comme un véritable chèque en blanc de la population à un parti politique fédéraliste. Ceux qui prouvent la mort de l'option indépendantiste ont tort; Philippe Couillard l'a lui-même souligné: une idée «ne meurt jamais». Encore moins une idée dont les racines sont profondément ancrées dans une certaine lecture de l'histoire du Canada et qui perdure malgré un certain nombre de défaites successives.

Il nous revient donc la grande responsabilité de moderniser et de réorienter le discours actuel qui vise la promotion du

fédéralisme au Québec. Comme démontré par la rude campagne qui s'est achevée lundi, il est difficile de nier l'omniprésence d'un discours fédéraliste appuyé essentiellement sur la menace économique et sociale que représente l'option souverainiste, et cela, plus de quinze ans après la victoire du camp du Non en 1995.

Ne serait-il pas plus noble de mettre en avant les nombreux atouts du fédéralisme, dont la flexibilité et la collaboration? Il ne s'agit pas ici de faire la promotion du *statu quo*, bien au contraire. Ce fédéralisme ne doit plus être figé, mais évolutif pour tenir compte des contraintes nationales et internationales et pour construire les ajustements qu'elles appellent. Cette adaptation et la recherche d'accords interprovinciaux demandent une collaboration accrue et le respect, par le pouvoir central, de l'ensemble des gouvernements des provinces et territoires.

Malgré son caractère unique indéniable, le Québec n'est pas la seule province à requérir du pouvoir central des adap-

tations politiques. Le Québec moderne est la preuve même que le fédéralisme a servi et continue de servir son développement. Les demandes d'ajustement de pouvoirs et de politiques des autres provinces ne sont pas incompatibles avec celles formulées par le Québec. Le fédéralisme reste, somme toute, la structure la plus adaptée aux besoins profonds du Québec.

Il faut impérativement projeter une image plus positive du fédéralisme en exposant ce qui nous unit plutôt que ce qui nous divise.

Pour le Québec, le fédéralisme a l'avantage de substituer l'affrontement avec les forces nationalistes à des rapports de discussion responsables. Ceux-ci permettront de combler, entre autres, les difficultés économiques du Québec et d'affirmer ses politiques linguistiques. L'approche collaborative devient donc un atout essentiel. Le fédéralisme, c'est l'art du compromis. Il est temps d'y réfléchir pour qu'il fasse consensus.

IDÉES

APRÈS LE 7 AVRIL

Un combat perdu? Au contraire!

Si les jeunes ne se retrouvent pas dans le discours du Parti québécois, si le thème identitaire ne les mobilise pas, c'est que ce discours est celui d'une lutte qu'ils n'ont pas eue à mener

ROCH CÔTÉ

Auteur et ancien journaliste au Devoir, entre autres

Je n'arrive pas à partager les sentiments pessimistes exprimés dans *Le Devoir* cette semaine par les Gilles Vigneault, Louise Beaudoin et autres à la suite du résultat des élections de lundi dernier. Il me semble au contraire qu'il est temps de se rendre compte qu'une bataille importante a été remportée depuis l'époque de la fondation du Parti québécois: celle de l'identité nationale. Il est temps de passer à une autre étape. Refaire la bataille de l'identité québécoise, comme si on en était encore aux années 1960-1970, miser sur ce thème pour faire avancer l'idée d'indépendance, c'est retaper sur un clou déjà bien enfoncé. On n'avance à rien.

Pendant les années de la montée du Parti québécois (1968-1976), une rengaine occupait les ondes des postes de radio: «*Québécois! / Nous sommes Québécois! / Le Québec saura faire / S'il ne se laisse pas faire...*»

Entité distincte

J'en entends encore la musique entraînante, due au talent d'un Québécois né en Italie, Angelo Finaldi. Nous en étions à affirmer haut et fort une nouvelle façon de nous nommer, de nous placer dans le monde, de nous définir, nous qui auparavant avions été Canadiens puis

«*À tort ou à raison, les Québécois ont le sentiment de posséder déjà une large mesure de souveraineté politique*»

Roch Côté

Canadiens français. Pouvoir se nommer, c'est aussi prendre possession de soi-même, c'est un nom propre, un nom à soi qui signifie que désormais on agit pour son propre compte.

Ce qui s'est passé depuis cette époque témoigne du fait indéniable que le peuple québécois n'a cessé de s'affirmer comme une entité distincte, ayant ses héros à soi dans tous les domaines, qu'il s'agisse du sport, de la chanson, de la littérature, des affaires, etc. Ce qui était exceptionnel avant les années 60 (un Félix Leclerc à Paris!) a cessé d'étonner aujourd'hui. Dans le monde entier, on sait que le Cirque du Soleil et Céline Dion sont québécois. Les Québécois ne sont plus les complexes qu'ils étaient.

Cette identité normale est une chose acquise pour l'ensemble du peuple québécois, toutes générations confondues. C'est un combat qui a

réussi. L'image du porteur d'eau que l'on retrouve encore dans les chansons de Félix pour définir le Canadien français fait partie du folklore d'une époque révolue.

Nouvelle étape

C'est pourquoi je pense que la défaite du Parti québécois n'est pas celle du combat qui a été mené depuis une cinquantaine d'années. Ce combat, il a été gagné et le Parti québécois en a été le principal artisan sur le plan politique. Si, comme on le dit, les jeunes ne se retrouvent pas dans le discours de ce parti, si le thème identitaire ne les mobilise pas, c'est que ce discours est celui d'une lutte qu'ils n'ont pas eue à mener. Ils sont Québécois naturellement, ils n'ont pas besoin de le chanter.

Passer à l'étape de l'indépendance politique est une autre affaire. Ce n'est plus une question de sensibilité identitaire, de sentiment d'appartenance, ce n'est pas une chose qui se met en musique aussi facilement qu'une affirmation de type patriotique. Si l'identité québécoise ne s'accompagnait pas déjà d'un État doté d'importants leviers d'intervention, le combat pour l'indépendance politique pourrait difficilement se dissocier de celui de l'identité nationale. Mais tel n'est pas le cas. À tort ou à raison, les Québécois ont le sentiment de posséder déjà une large mesure de souveraineté politique. Pour aller plus loin, il faudra leur démontrer qu'il est dans leur intérêt de franchir cette nouvelle étape. Et développer un discours qui ne soit pas celui d'une bataille ancienne.

Une élection « à l'aveugle »



LISE PAYETTE

Déguster un vin à l'aveugle veut dire identifier le vin correctement en n'ayant aucune information sur son origine, l'année de sa mise en bouteille ou le nom de son producteur. Grâce à la décision de la commission Charbonneau d'arrêter ses travaux pendant la campagne électorale, nous avons dû voter « à l'aveugle », sans avoir accès à l'information qui nous aurait aidés à poser un geste démocratique ET éclairé. C'est un constat. Même si je reconnais que la Commission est libre de ses décisions, autant je regretterai toujours le temps perdu autour de n'importe quoi pour ne pas aborder trop tôt les questions politiques.

Il est trop tard pour changer quoi que ce soit à l'effet produit. A moins qu'une fois partis, nous décidions dans la même démarche et pour soulager les citoyens et citoyennes d'avoir à réfléchir un peu, donner leur opinion et devoir faire le voyage jusqu'à l'isoloir à quelques reprises durant leur vie, on pourrait envisager de garder les 70 députés libéraux à vie et de mettre tous les autres à la porte. Il n'y aurait plus de prises de bec dans le Salon bleu et plus de périodes de questions, jamais, sur rien. On pourrait aussi, discrètement, en profiter pour interdire les postes politiques aux femmes sans exception. Ça va tellement mieux entre mâles pour déterminer ce qui est bon pour le bon peuple qui, lui, n'arrête pas de répéter qu'il ne veut pas être dérangé par des élections ou un appel aux urnes. Il en a plein les bottes d'être consulté. Il ne veut surtout pas répondre à une question qui lui fait tellement peur qu'il aime mieux ne pas la connaître. En ce vendredi matin, c'est à ça que ressemble une partie de nos concitoyens et concitoyennes. Dans le genre: svp, ne plus déranger! Ça ne fait pas une démocratie forte.

Je blague bien sûr. Quatre jours après l'une des soirées les plus douloureuses de nos vies, on a le choix entre la déprime ou l'humour. Comme je sais que la déprime ne mène jamais à rien, laissez-moi me ranger du côté de l'humour.

Vaut mieux en rire...

Dans de nombreux autres pays du monde, le bon peuple fait la queue pendant des heures, sous la protection de l'armée en armes, tellement on craint les attaques à la bombe pour empêcher le vote d'avoir lieu. Pas de ça ici. On a beau favoriser toutes les méthodes connues pour faciliter l'expression de ses choix au peuple — comme le fait de voter avant tout le monde, ou de voter par la poste, aussi bien que de voter dans son école et même voter chez soi —, mais malgré tout ça, on se plaint tout le temps que ça revient trop souvent, qu'on n'a pas que ça à faire et que finalement, ça sert à quoi «*puisque'ils sont tous pareils*». Entendez par là «*tous pourris*» évidemment. Comment voulez-vous qu'on s'en sorte?

La seule explication possible, c'est que les Québécois portent dans leurs veines, comme une tare, la peur de déranger. Se taire et endurer, nous savons très bien faire ça. L'Église s'est chargée de nous le rentrer dans le crâne. L'audace de s'affirmer, de réclamer son dû, de choisir ses dirigeants et de décider de son avenir comme peuple, autant de droits fondamentaux dont il ne faut jamais parler autrement qu'en s'excusant d'abord de prendre autant de place. Prendre le moins de place possible pourrait devenir notre devise et nous conviendrait bien mieux que «*Je me souviens*».

Donc, selon de fins analystes, l'élection de lundi dernier devrait être le dernier sursaut de ceux et celles qui préfèrent la fierté à l'humiliation, de ceux et celles qui veillent à la survie d'une culture francophone et formidablement riche, celle d'un peuple vivant aux quatre vents, à la recherche de solutions justes et honnêtes à son besoin d'identité propre. Si c'était vrai que tout ça est mort lundi dernier, il faudrait tous prendre le deuil.

Nous n'en sommes pas là, heureusement. Il ne faut jamais enterrer un rêve! Les adversaires ont tort de penser que l'élection de lundi l'a fait. Un rêve non réalisé finit toujours par se reconstruire, plus grand encore que ce qu'il espérait avant qu'on ne le tasse dans un coin. Un rêve se lègue de génération en génération, jusqu'au jour où le rêve se réalise.

Notre rêve, avec son désir de mieux en mieux défini, toujours grandissant et sans violence, finira par nous mener à bon port. Des enfants de 11 et 12 ans m'ont écrit récemment pour me dire: «*Ne vous inquiétez pas de la relève, nous sommes là.*» Lèguer à nos enfants et petits-enfants le désir de vivre debout est un cadeau inestimable.

Je remercie Pauline Marois pour l'exemple formidable qu'elle aura été pour toutes les femmes et je lui souhaite, du fond du cœur, d'être heureuse.



RYAN REMIORIZ LA PRESSE CANADIENNE

Le Parti québécois ne peut plus ignorer le message pourtant clair que lui lance à nouveau l'électorat à la lumière des résultats du scrutin du 7 avril.

La stratégie du « bon gouvernement » est dépassée

Le PQ a deux pistes devant lui, les deux représentent un chemin long et ardu

LOUIS BERNARD

Ancien conseiller de René Lévesque, ancien haut fonctionnaire, il fut candidat à la chefferie du PQ en 2005

C'est la deuxième fois que, comme un cardiaque qui fait un nouvel infarctus, le Parti québécois reçoit un avertissement que, s'il ne change pas radicalement sa façon de vivre, il est en danger sérieux de mort prochaine. La première fois, ce fut la défaite électorale de 2007 qui, même si elle avait laissé le PQ en troisième position, n'a malheureusement rien changé à son comportement. Il lui serait désormais fatal d'ignorer encore une fois le message pourtant clair que lui donne à nouveau l'électorat.

Ce message est le suivant: le PQ ne peut plus continuer à jouer, en même temps, sur deux tableaux à la fois, celui de la souveraineté et celui du bon gouvernement. Cette stratégie a pu être valable

dans les premières années, alors que le PQ était un nouveau parti qui devait se faire connaître, mais elle ne l'est plus aujourd'hui. Il doit maintenant choisir quel est celui des deux qui est l'objectif principal de son action politique. Ou bien il met définitivement en sourdine son projet de pays et vise franchement et simplement à former le gouvernement, ou bien il opte pour être le promoteur du projet de pays en renonçant à gouverner tant qu'il ne pourra pas proposer aux Québécois de devenir souverains dans des conditions où il a toutes les raisons de croire que la réponse sera positive.

Article 1

Si le Parti québécois met en sourdine son projet souverainiste, il peut soit continuer à être un parti distinct, soit chercher à fusionner avec un autre parti, soit se saborder en laissant ses membres rejoindre le parti de leur choix, comme l'a fait le RIN. S'il décide de conti-

nuer comme parti autonome, il n'aura qu'à renoncer à l'article 1 de son programme et continuer d'agir comme au cours des dernières années, puisqu'il n'a pratiquement rien fait pour la promotion de la souveraineté.

Il en va autrement si le PQ décide de revenir à sa raison d'être originale: faire du Québec un pays souverain. À ce moment-là, les sondages significatifs deviennent ceux qui portent sur le soutien à la souveraineté et non plus ceux qui portent sur le positionnement des partis en vue de l'élection. L'action parlementaire devient accessoire à l'action d'information et de promotion du parti dans son ensemble. Le score électoral n'est significatif que si l'appui à la souveraineté dépasse de façon continue et persistante la majorité des voix, ce qui permettrait au PQ de promettre un nouveau référendum dans la première année de son mandat et espérer gagner les élections.

Dans chacune de ces deux hypothèses, le chemin sera long et ardu.



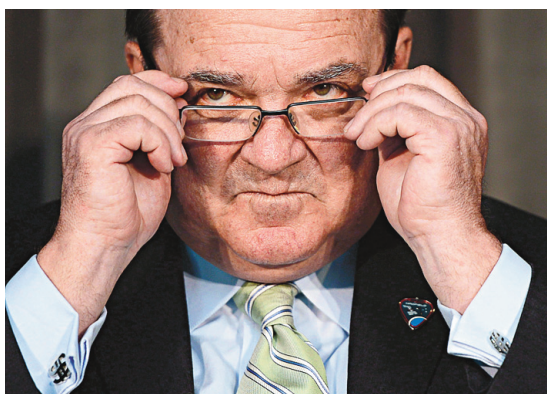
JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Le 26 mars 2007, le Parti québécois connaît une défaite historique en devenant le troisième parti d'opposition à l'Assemblée nationale.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Antoine Robitaille (éditorialiste, responsable de la page Idées), Jacques Nadeau (photographe), Michel Garneau (caricaturiste); **information générale**: Isabelle Paré (chef de division), Caroline Montpetit (affaires sociales), Lisa-Marie Gervais (éducation), Alexandre Shields (environnement), Amélie Daoust-Boisvert (santé), Pauline Gravel (sciences), Fabien Deglise (société), Jean Dion (sports), Mélanie Loisel et Philippe Orfali (reporters); **information politique**: Marco Fortier (chef de division), Michel David (chroniqueur), Hélé Buzzetti et Marie Vastel (correspondantes parlementaires à Ottawa), Marco Bélair-Cirino et Robert Dutriscac (correspondants parlementaires à Québec), Jeanne Corriveau et Brian Myles (affaires municipales, Montréal), Isabelle Porter (affaires municipales, Québec), Guillaume Bourgault-Côté (reporter); **information culturelle**: Catherine Lalonde (responsable du cahier Livres), Odile Tremblay (cinéma), Stéphanie Baillargeon (médias), Frédérique Doyon et François Lévesque (reporters), Ju Carpentier (pupitre); **information économique**: Gérard Bérubé (chef de division), François Desrosiers, Éric Desrosiers, Jessica Nadeau et Karl Rettino-Parazelli (reporters), Gérald Dallaire (pupitre); **information internationale**: Serge Truifant (éditorialiste), Claude Lévesque et Guy Taillefer (reporters), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives); **section art de vivre**: Diane Prévost (responsable des cahiers Week-end et Plaisirs), Emilie Folle-Boivin (pupitre); **équipe internet**: Laurence Clavel, Marie-Pier Frappi, Benoît Munger, Philippe Papineau et Geneviève Tremblay (pupitre), Martin Blais, Sophie Chartier et Florence Sara G. Ferraris (assistants); **correction**: Andréanne Bédard, Christine Dumazet et Michèle Malenfant; **soutien à la rédaction**: Amélie Gaudreau (secrétaire); **La Pelletier et Arnaud Stopa (commis)**. **DOCUMENTATION** Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Vanessa Racine (Ottawa), Dave Noël (Québec). **PUBLICITÉ** Édith Caron (adjointe), Jean de Billy, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Evelyne De Varennes, An Ellimam, Nathalie Jobin (par intérim), Claire Paquet, Catherine Pelletier et Chantal Rainville (publicitaires), Sylvie Laporte (avis légaux), Amélie Maltais (coordonnatrice), Elise Girard (secrétaire). **PRODUCTION** Olivier Zaida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Richard I Cormiers, Donald Filion, Yannick Morin et Nathalie Zemaits. **INFORMATIQUE** Yanick Martel (administrateur web), Inane Boudhar (analyste programmeur), Hansel Matthews (technicien informatique). **PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE** Geneviève O'Mé, (coordonnatrice des communications et de la promotion), Maxime-Olivier Leclerc (coordonnateur du service à la clientèle), Manon Blanchette, Nathalie Filion, Marie-Lune Houde-Brisebois, Isabelle Sanchez. **ADMINISTRATION** Olena Bilyakova (responsable des services comptable), Claudine Béliveau (adjointe administrative), Claudine Chevrier, Florentina Draghici, Céline Furoy et Véronique Page.

ACTUALITÉS



SEAN KILPATRICK LA PRESSE CANADIENNE

Jim Flaherty, alors ministre des Finances, lors d'une conférence de presse en avril 2013.

FLAHERTY

SUITE DE LA PAGE 1

phen Harper s'est répandue comme une traînée de poudre sur la colline parlementaire. Les députés de l'opposition sont allés aux nouvelles auprès de ceux du gouvernement. Rapidement, le président de la Chambre des communes a ajourné les travaux.

L'émotion était palpable. M. Flaherty est le 318^e député à mourir en fonction à Ottawa depuis 1867, le cinquième depuis l'an 2000 (après le chef du NPJ Jack Layton, Benoît Sauvageau, Chuck Cadman et Lawrence O'Brien). Certains observateurs avaient l'impression de revivre la tension fébrile de l'automne 1994, lorsque Lucien Bouchard était suspendu entre la vie et la mort à cause de la bactérie «mangeuse de chair».

Les élus se sont succédé au micro jeudi pour partager leur peine. Les parlementaires conservateurs, eux, ont plutôt été invités à converger dans la salle où ils se réunissent en caucus pour entendre une déclaration de leur chef. La cérémonie conjointe de M. Harper avec le président péruvien a été annulée. Pendant les longues minutes qui ont précédé l'arrivée de M. Harper et de son épouse, l'ambiance était sobre, le silence entrecoupé de reniflements, les ministres essayant leurs larmes et se consolant l'un l'autre.

«Chers amis, aujourd'hui est une journée très triste pour moi, pour notre gouvernement et pour tout notre pays», a déclaré le premier ministre, dont les yeux étaient rougis. À ses côtés, Laureen pleurait. «Jim manquera cruellement non seulement à ses multiples amis des deux côtés de la Chambre des communes [...], mais aussi aux milliers de Canadiens auxquels il s'est consacré et qu'il a aidés au cours de sa longue et fructueuse carrière publique.»

Après sa courte déclaration, M. Harper a rejoint son caucus et a offert une première accolade — rigide — à sa ministre Kellie Leitch, qui pleurait à chaudes larmes. M^{me} Leitch a fait équipe avec M. Flaherty sur la scène provinciale pendant les campagnes électorales. Elle a parlé de lui comme de son «mentor». M. Flaherty avait siégé à Queen's Park de 1995 à 2005 avant de passer à la scène fédérale.

Aimé de tous, malgré ses politiques

M. Flaherty avait la réputation d'être un homme affable, doté d'un bon sens de l'humour et peu dogmatique. «Même quand il vous assenait un coup droit ou un uppercut, il avait des étincelles dans les yeux, s'est rappelée la chef du Parti vert, Elizabeth May. Jim Flaherty avait un bon sens de l'humour, il était chaleureux. Je n'étais pas d'accord avec ses politiques, mais ça n'empêche pas que j'avais beaucoup d'affection pour lui.»

Le député John McCallum s'est souvenu que M. Flaherty l'appelait «une espèce en péril» parce qu'il était le seul élu libéral à avoir survécu dans la banlieue de Toronto. «C'est le genre de plaisanteries que nous faisons. Nous nous entendions très bien même si nous étions dans des camps opposés.»

M. Flaherty était atteint d'une rare maladie de peau qui l'obligeait à prendre d'importantes doses de médicaments. Depuis un an, tout le monde avait remarqué les signes, autant physiques que comportementaux, de la détérioration de son état. Le ministre avait très peu défendu son budget 2013 à la Chambre des communes et manquait souvent d'enthousiasme lors de ses apparitions publiques. Ironiquement, lorsqu'il a annoncé sa démission le 18 mars dernier, il avait déclaré que «la décision de quitter la politique n'est liée d'aucune manière à ma santé».

Sera-t-il resté trop longtemps? Plusieurs de ses collègues voyaient dans cet engagement politique jusqu'au bout un signe de sa dévotion à la chose publique. «Il pensait à tout le monde d'abord, au pays et de toute évidence, il n'a pas assez pensé à lui-même», a lancé le député conservateur Gary Goodyear. Le chef du NPJ, Thomas Mulcair, a offert ses «plus sincères condoléances» d'une voix éraillée par l'émotion, et rappelé que «c'est un métier très exigeant».

À Toronto aussi, les cœurs étaient en berne. C'est en retenant ses sanglots et «avec le cœur lourd» que le controversé maire Rob Ford a marqué le départ de l'«ami». «Je ne pourrai jamais le remercier assez pour son amitié et sa loyauté à travers les ans.» Quand les révélations à propos de la consommation de drogue du maire ont fait les manchettes, M. Flaherty avait été un des rares à se porter à sa défense, versant même quelques larmes. L'Assemblée législative ontarienne a aussi ajourné ses travaux.

Avec Marie Vastel
Le Devoir

PQ

SUITE DE LA PAGE 1

pris aux candidats présentés à la chefferie du PQ Bernard Drainville, Jean-François Lisée, Sylvain Gaudreault, Véronique Hivon — pour se ranger apparemment sans réserve derrière lui. «Il n'y a pas de détails à donner. M. Bédard a été appuyé à l'unanimité», a indiqué le député de Labelle, Sylvain Pagé.

Le chef de l'opposition officielle désigné veillera à assurer une transition «correcte», «harmonieuse» entre le gouvernement Marois et le gouvernement Couillard, afin que l'équipe libérale puisse relever les «défis» de la gouverne de l'État.

«Dans l'opposition, on va garder les mêmes préoccupations pour l'intérêt commun, pour l'emploi, pour l'intégrité. [...] On va jouer notre rôle d'opposition officielle de façon constructive», a déclaré M. Bédard, lundi soir, au terme du premier caucus des élus péquistes de la 41^e législature.

M. Bédard rencontrera chacun des députés, après quoi il fera connaître la liste des officiers ainsi que la composition du cabinet fantôme du PQ. «Ce qui est important aujourd'hui, c'est de montrer cette image d'une équipe unie, forte, qui a le goût de relever les défis», a-t-il dit.

Mauvaise stratégie

Les élus péquistes se sont ralliés à M. Bédard au terme d'une longue journée où les candidats élus et défaites ont pu amorcer, ensemble, une «longue réflexion» sur les causes de la débâcle du PQ, qui a réussi à faire élire à peine 30 candidats à l'Assemblée nationale.

Plusieurs ont égratigné la stratégie de cam-

pagne de l'état-major du PQ, ne digérant pas qu'il soit resté les bras croisés face aux salves de questions sur un éventuel référendum sur l'indépendance du Québec au cours des quatre prochaines années.

«Le piège [des libéraux] criait: "je suis un piège, je suis un piège, je suis un piège", pis on est allé pareil», a déploré le ministre sortant Yves-François Blanchet, trois jours après sa défaite dans Johnson. «On aurait dû sortir très vite, puis dire: "Ce n'est pas dans nos plans, point à la ligne!"», a-t-il ajouté.

Le candidat dans Trois-Rivières, Alexis Deschênes, a également attribué la débâcle de lundi à l'«ambiguïté» du PQ sur la tenue d'un référendum sur l'indépendance du Québec. «Les gens voulaient savoir: on en fait-tu, on n'en fait-tu pas? [...] On leur disait: "Il faut choisir un bon gouvernement", mais ils voulaient quand même savoir», a affirmé le jeune avocat, avouant du même souffle qu'il «est facile de porter un jugement après coup».

Pour la prochaine campagne, «il faut dire: soit "il va en avoir un", soit "il n'y en aura pas"», a suggéré M. Deschênes, avouant qu'il «aur[ait] vécu avec l'idée qu'il n'y ait pas de référendum dans un premier mandat». Il se dit néanmoins convaincu de la nécessité de continuer de parler des «bénéfices» du pays du Québec. «[De cette façon], on ne se trompera pas.» D'ailleurs, il est difficilement envisageable de voir le PQ de René Lévesque mettre au rancart l'option souverainiste.

«Je ne pense pas qu'on doit magasinier nos convictions politiques selon les résultats électoraux», a-t-il fait valoir, alors que la chef du PQ, Pauline Marois, empruntait les couloirs de service de l'hôtel Hilton pour rejoindre ceux et celles qui ont brigué les suffrages sous la bannière du PQ. Effective-

ment, M^{me} Marois a évité toute la journée de tomber sur des journalistes.

La question d'un éventuel référendum surgissait à tous moments dans la campagne électorale comme un «Bonhomme Sept Heures». «Ça a fonctionné», a souligné le député sortant de Sainte-Marie-Saint-Jacques, Daniel Breton. À cet égard, les stratèges entourant Pauline Marois auraient peut-être dû mieux épauler le candidat vedette Pierre Karl Peladeau en vue de sa première sortie médiatique, estime-t-il, même s'il doute fort que le poing levé de l'indépendantiste sans complexe ait, à lui seul, précipité le PQ vers la défaite.

Les médias

Les candidats défaites Émilien Pelletier et Dominique Payette ont imputé une grande partie de la défaite du PQ aux médias. «Vous en avez été pas mal les artisans [de la défaite de la chef péquiste]! Vous avez été négatifs sur tout ce que Madame Marois faisait. Sur tout ce que Couillard faisait, lui, les amitiés avec Porter, vous n'avez jamais demandé de "deal" sur Porter, jamais!», a lancé M. Pelletier, tout en cherchant la porte d'entrée de la salle où se tenait le caucus des candidats élus et défaites.

Les anciens journalistes Raymond Archambault, Alexis Deschênes et Pierre Duchesne se sont toutefois refusés à critiquer à l'emporte-pièce les journalistes ayant couvert la campagne électorale du PQ. «On se battait aussi contre un monstre énorme pendant cette campagne-là, qui est le cynisme, a plutôt fait remarquer le député sortant de Borduas, M. Duchesne. Il faut être conscient qu'on est aussi responsables comme élus d'avoir contribué à nourrir cette espèce de bête.»

Le Devoir

RADIO-CANADA

SUITE DE LA PAGE 1

Montréal et Toronto et en vidéoconférence. Les salles affichaient des têtes d'enterrement.

«Nous sommes rendus à l'heure des choix, a averti Hubert T. Lacroix, le président-directeur général de la société fédérale. L'exercice de 2014-2015 est loin d'être le seul défi financier auquel nous faisons face.»

CBC doit composer avec la disparition annoncée de la diffusion de la plupart des matchs de la Ligue nationale de hockey. Les droits ont été cédés à des réseaux privés. En plus, le rendement du diffuseur anglophone ne cesse de décevoir, surtout auprès des 25-54 ans, plombant du coup les rendements publicitaires. Les revenus publicitaires sont aussi beaucoup moins élevés que prévu sur les chaînes musicales.

Radio-Canada/CBC subit des compressions constantes de l'enveloppe budgétaire que lui alloue le gouvernement depuis environ deux décennies. En 2012, 650 postes et 115 millions avaient déjà été abolis. Le service des sports a été démantelé une première fois au début du siècle.

«Le jour de la marmotte»

«C'est le jour de la marmotte», dit Alex Levasseur, le président du Syndicat des communications de Radio-Canada (SCRC), qui perd 90 personnes de son unité avec les nouvelles mesures. «Ça fait trois fois, comme président du SCRC, que je vis une journée semblable. Malheureusement, je ne crois pas que ce sera la dernière.»

Au terme de la nouvelle ponction, il restera environ 7750 employés dans la Société, soit 3200 à Radio-Canada, 3500 à CBC et quelque 850 dans la structure corporative. En 2014-2015, au terme de la nouvelle saignée, les revenus totaux de l'entreprise d'État, subventions et sources autonomes publicitaires comprises, devraient osciller autour de 1,5 milliard.

Moins de 10% des postes syndiqués disparaî-



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Après 31 ans, Guy Vignola va perdre son poste au service des sports de Radio-Canada. Le service des sports subit les plus grandes pertes avec la disparition de 55 de ses 75 postes.

tront dans les prochains mois. Chez les cadres, la saignée serait de 13%, une proportion équivalente à leur représentation au sein de l'organigramme de la société.

Par contre, les cadres vont continuer à se partager des primes de 8 millions. Le président, Hubert T. Lacroix, ajoute que le «régime incitatif» sera conditionnel à l'atteinte des objectifs. En clair, les patrons auront leurs surplus s'ils équilibrent les budgets en jouant de la cognée.

La direction assure que la grande purge se fait avec une longue perspective en tête, afin de préparer la survie et la redéfinition du diffuseur public d'ici 2020. Le diffuseur établit un plan stratégique visant à préserver ou à développer la «programmation canadienne distinctive aux heures de grande écoute», l'importance des régions et le numérique.

Le Devoir

SIMARD

SUITE DE LA PAGE 1

un français au-dessus de la moyenne avec un «également» par ici, un «certainement» par là.

Précise, prudente, elle se comporte comme quelqu'un qui veut être pris au sérieux. Elle récite que «ça fait 18 ans qu'elle travaille en recherche et marketing», qu'elle a fondé sa propre entreprise et que les affaires vont très bien.

Quand on lui fait remarquer que les commentaires positifs sont nombreux sur sa page LinkedIn, elle rétorque du tac au tac que ce n'est pas elle qui le «leur a demandé».

Parmi les signataires, son amie et ancienne collègue Geneviève Blouin la décrit comme une personne «très à l'écoute», «empathique» et «perfectionniste». M^{me} Blouin ne cache pas avoir été surprise d'apprendre qu'elle avait battu Pauline Marois lundi soir. «On se disait que ce serait le fun qu'elle la batte, mais on y croyait plus ou moins. On pensait qu'elle était capable, mais déloger Pauline Marois, c'est quand même assez gros...»

En fait, Caroline Simard semble être la seule personne au Québec à ne pas avoir été surprise par ces résultats. Féru en études de marché et en sondages, elle dit avoir senti qu'elle pouvait gagner.

«Je ressentais un mécontentement, une frustration. Il y avait vraiment un découragement qui me faisait dire que c'était possible», raconte la nouvelle députée de 37 ans.

Non, les gens ne lui parlaient pas de la charte des valeurs mais d'emplois et d'économie. De la fermeture l'hiver de La Maison Otis, de celle de General Cable à La Malbaie. «Soixante-cinq emplois dans un secteur comme Charlevoix, c'est l'équivalent de milliers à Québec. Ils se sont dit que ça allait mal chez eux et qu'il fallait faire quelque chose. Pour eux, c'était entre autres donner une chance au changement et à la relève.»

Résidente de Québec à la frontière de la Côte-de-Beaupré, M^{me} Simard est native de Baie-Saint-Paul où ses parents vivent toujours. D'ailleurs, dans le coin, les Simard sont aussi répandus que les Tremblay au Lac-Saint-Jean. «Mes parents, mes amis, mon filleul restent là. J'y ai gardé mes habitudes de consommation. J'achète encore mes souliers à Baie-Saint-Paul, mes bottes. Ma coiffeuse est là.»

De la zumba à l'engagement politique

Elle ne cache pas que son intérêt pour la politique est récent. Qu'elle n'a commencé à s'engager qu'il y a quelques mois quand le Parti libéral l'a approchée, à Baie-Saint-Paul justement. Son amie Geneviève ne se rappelle pas avoir parlé politique avec elle avant d'ajouter qu'elle-même n'est peut-être pas l'interlocutrice idéale pour le sujet puisque ça ne l'intéresse pas du tout.

Mais elle ne tarit pas d'éloges sur les multiples engagements de M^{me} Simard. «Elle est vraiment très impliquée dans son milieu.» La nouvelle députée a notamment ramassé des fonds pour toutes sortes de causes grâce à des cours de zumba!

À l'automne dernier, un «zumbathon» lui a

Est-ce seulement la fin des coupes? «L'environnement change, répond Hubert T. Lacroix. Il y aura des changements. Est-ce que ça aura des impacts sur nos services? La réponse, c'est oui. Mais il faut aussi s'assurer de ne pas toujours se retrouver dans l'exercice d'équilibrer le budget annuel.»

Le président du SCRC craint le pire. «C'est la chronique d'une mort annoncée, dit M. Levasseur. C'est la faillite d'un système aussi. Il va y avoir d'autres coupes de service et des secteurs complets de la couverture vont disparaître. D'ici peu, Radio-Canada/CBC devra retourner devant le CRTC [le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes] parce qu'il ne respectera plus les engagements fondamentaux de sa licence.»

Le Devoir

permis de récolter des milliers de dollars pour la prévention du suicide et elle avait fait auparavant la même chose pour la lutte pour le cancer. «C'était important pour moi de le faire parce que mon père a eu deux cancers», explique-t-elle.

Lorsqu'on lui demande de nommer des personnes qu'elle admire, la sondeuse en elle nomme des journalistes. «Quand j'ai commencé à faire des entrevues individuelles plus jeune, j'aimais beaucoup M. [Paul] Arcand et M^{me} [Claire] Lamarche. Ils ont une façon respectueuse d'aller chercher de l'info des gens, de les mettre en confiance.» La femme d'affaires Danielle Henkel l'inspire aussi beaucoup et elle a lu son livre avec intérêt.

Que compte-t-elle faire pour Charlevoix? Cela reste à voir. À son avis, la circonscription a manqué d'attention de la part de sa députée mais n'a pas été si négligée pour le reste. «Je ne crois pas que la région ait été négligée en termes d'enveloppes budgétaires.»

Pas question de commenter le projet de tunnel sous le fleuve au-delà de ce que le chef a déjà dit ou encore de s'aventurer à parler de dossiers qu'elle connaît moins comme le projet d'abolir la Conférence régionale des élus (CRE) ou l'état d'avancement du projet du Massif.

Elle souligne en outre qu'elle est très attachée à la région. «Je ne serais pas allée défendre le Parti libéral dans une autre région que la mienne», dit-elle. Chose certaine, la nouvelle députée devra continuer à sonder.

Le Devoir

LE DEVOIR

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h Renseignements et administration : 514 985-3333



La rédaction

Au téléphone 514 985-3333 / 418 643-1541
Par courriel redaction@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3360

Publicité

Au téléphone 514 985-3399
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305
Par télécopieur 514 985-3390

Avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514 985-3344
Par courriel avisdev@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-3340

Petites annonces et publicité par regroupement

Au téléphone 514 985-3322
Par télécopieur 514 985-3340

Abonnements (lundi à vendredi, 7 h 30 à 16 h 30)

Au téléphone 514 985-3355
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 463-7559
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Par télécopieur 514 985-5967

Agenda culturel

Au téléphone 514 985-3346
Par télécopieur 514 985-3390